



« I LA TENE TI TO NA MBONGO – Tous ensemble pour le Sud-Est »

Programme de relèvement socioéconomique dans la zone Sud-Est de la République centrafricaine (RELSUDE)

PLAN DE RELÈVEMENT LOCAL

BAKOUMA



République centrafricaine, janvier 2022

© AGORA

CONDUIT PAR

EN PARTENARIAT AVEC

AVEC LE SOUTIEN DE



Sommaire

■	Liste des acronymes	3
■	Cadre d'action	5
■	Carte de la zone d'intervention	6
■	Méthodologie AGORA	7
■	Présentation de Bakouma	8
■	Diagnostic territorial	10
	Carte générale du centre-ville de Bakouma	11
	Cartographie des acteurs	12
	Services de bases	15
	• Eau	15
	• Hygiène et assainissement	18
	• Éducation	18
	• Santé	21
	Filières économiques	22
	• Agriculture	22
	• Élevage	23
	• Commerce	24
	• Autres activités	25
	Gouvernance locale	27
	• Représentation	27
	• Justice et cohésion sociale	27
	• Diagnostic institutionnel	28
	• Autoévaluation des organisations de la société civile	30
■	Planification du relèvement	31
	Eau, hygiène et assainissement	32
	Éducation.....	35
	Santé	37
	Agriculture	39
	Élevage	41
	Pêche	43
	Commerce	44
■	Priorisation intersectorielle	46
■	Annexes	47

Liste des acronymes

ACDA	Agence centrafricaine de développement agricole
ACTED	Agence d'aide à la coopération technique et au développement
AEDD	Agence pour l'environnement et le développement durable
AGETIP-CAF	Agence d'exécution des travaux d'intérêt public en Centrafrique
AGR	Activités génératrices de revenus
ANDE	Agence nationale pour le développement de l'élevage
ANE	Autorité nationale des élections
ANEA	Agence nationale de l'eau et de l'assainissement
APE	Association de parents d'élèves
ASA	Afrique Secours d'Assistance
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
CLPR	Comité local de paix et de réconciliation
CLPS	Comité local de planification et suivi
COGES	Comité de gestion
COHEB	Community humanitarian emergency board
COOPI	<i>Cooperazione internazionale</i>
CORDAID	Catholic Organisation for Relief and Development Aid
CPR	Centre pédagogique régional
CSSI	Centre de support en santé international
DPAM	Droits de Propriétés et Artisanat Minier
DR	Directeur/trice régional/e
ECAC	Enseignement catholique associé de Centrafrique
EHA	Eau, hygiène et assainissement
F1	Fondamental 1
F2	Fondamental 2
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Liste des acronymes (suite)

FFOM	Faiblesses, forces, opportunités et menaces
FOSA	Formation sanitaire
FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
FPU	<i>Free Press Unlimited</i>
MDA	Médecins d'Afrique
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MSF	Médecins sans frontières
NFI	Biens non-alimentaires
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OFCA	Organisation des femmes de la Centrafrique
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PDL	Plan de développement local
PRL	Plan de relèvement local
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RELSUDE	Relèvement du Sud-Est
THIMO	Travaux à haute intensité de main d'œuvre
VBG	Violence basée sur le genre
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
XAF	Franc CFA de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

Cadre d'action

CONTEXTE

La crise politique et militaire de 2012-2014 en République centrafricaine (RCA) et ses conséquences ont particulièrement affecté les préfectures du Sud-Est de la RCA, à savoir la Basse-Kotto, le Haut-Mbomou, la Haute-Kotto, le Mbomou et la Ouaka. Ces dernières enregistrent encore à ce jour les besoins les plus aigus en termes d'accès à l'eau, à la santé, aux moyens de subsistance et à la protection¹.

Plusieurs facteurs contribuent à la vulnérabilité socio-économique du Sud-Est : préfectures les moins densément peuplées, elles sont également les moins bien connectées au reste du pays, avec un Etat historiquement moins présent, accentuant l'influence des groupes armés (GA). Ajoutées à cela, les faibles ressources et compétences techniques au niveau communal et préfectoral freinent les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat dans l'exercice de leurs missions².

La relative stabilisation sécuritaire dans les chefs-lieux des sous-préfectures et les perspectives ouvertes par la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation entre l'Etat et plusieurs groupes armés en février 2019 permettent d'envisager des réponses simultanées aux besoins humanitaires urgents et des actions de relèvement à plus long terme. En ce sens, le gouvernement a déjà engagé un effort de redéploiement des services publics dans les régions, ce qui laisse envisager un renforcement parallèle des services sociocommunautaires existants et des structures de gouvernance locale³.

Afin de soutenir ce processus, les organisations non gouvernementales (ONG) ACTED, OXFAM, COOPI, CONCERN, *Free Press Unlimited* (FPU) et IMPACT Initiatives, à travers AGORA, se sont réunies en consortium dans le cadre du projet RELSUDE, afin de répondre aux difficultés présentées ci-dessus et renforcer de manière holistique les capacités de résilience des communautés dans 21 chefs-lieux de préfecture ou chefs-lieux de sous-préfecture dans la zone du Sud-Est (voir carte p. 6). L'objectif du projet RELSUDE est à la fois de répondre aux besoins de base des populations, de renforcer les capacités de relèvement socio-économiques des communautés, et d'accompagner la consolidation du rôle des autorités locales.

OBJECTIFS DU DOCUMENT

Les plans de relèvement locaux (PRL) rassemblent les résultats d'une phase d'évaluation (diagnostic territorial) et d'une phase de planification participative. Les données sur lesquelles ils s'appuient sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives dans chacune des 21 localités ciblées par le projet (voir « Méthodologie AGORA » p.7 et « Annexe méthodologique » p.47). Les différents outils utilisés tentent d'obtenir une image représentative des besoins et dynamiques locales, sans toutefois pouvoir le garantir, étant donné le temps imparti et les contraintes pratiques.

L'objectif du PRL est de fournir une compréhension des besoins et opportunités pour les acteurs à la fois locaux et de l'aide humanitaire. Il s'agit en effet de soutenir i) les municipalités de ces territoires fragilisés par la crise dans la planification et la coordination de toutes les initiatives de relèvement local, et ii) les acteurs humanitaires dans l'identification d'interventions pertinentes directement réalisables dans le cadre du projet.

Le présent document constitue ainsi une feuille de route détaillant les priorités identifiées par la communauté, accompagnées de pistes de solutions concrètes et précises sur le plan technique, ainsi que d'une proposition de stratégie de mise en œuvre. L'ensemble des affirmations figurant dans ce document sont basées sur l'analyse des données collectées sur une période définie, grâce à la conduite d'entretiens individuels et de groupes de discussion.

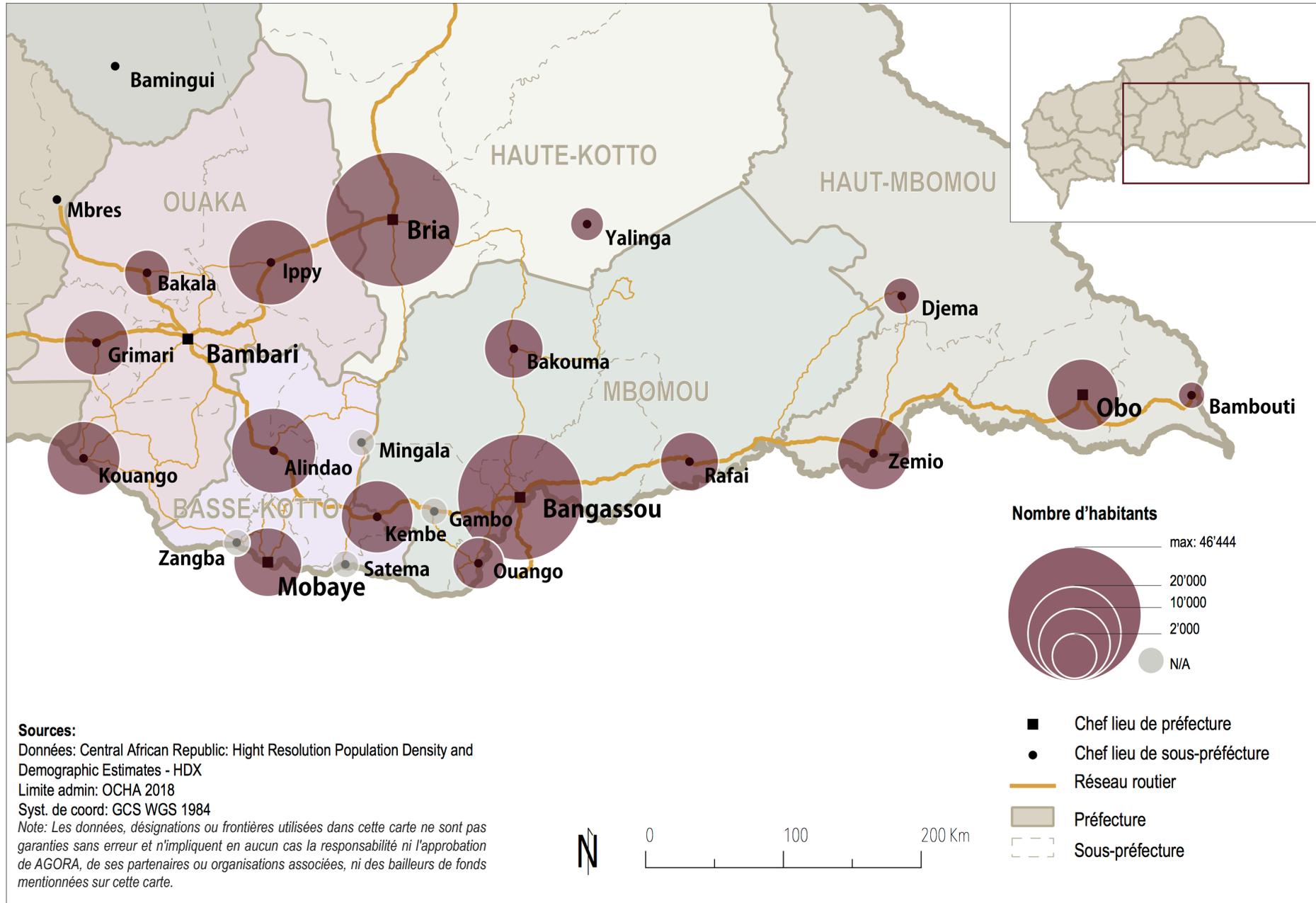
Le PRL représente également un instrument de coordination, remis aux partenaires humanitaires et aux acteurs institutionnels locaux afin de servir de base de travail à tous au niveau local. L'objectif est de replacer les acteurs locaux, institutionnels et communautaires, au cœur du processus de décision, pour faire en sorte que l'aide proposée par les acteurs humanitaires soit dirigée vers les priorités locales et selon les modalités adaptées au contexte.

¹ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Aperçu des besoins humanitaires, 2021](#) – République centrafricaine.

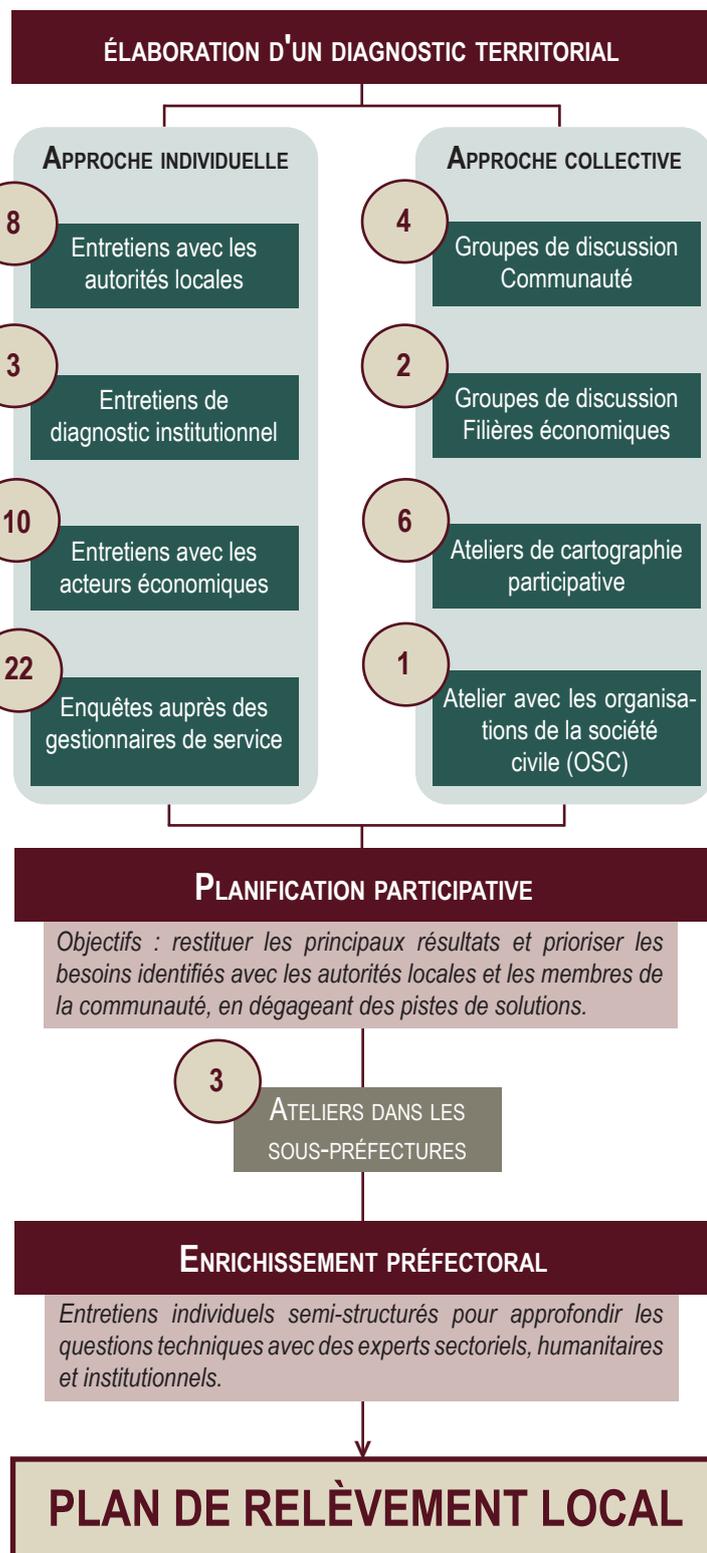
² Banque mondiale, [Enquête nationale sur les monographies communales 2016](#) - République centrafricaine, 2017.

³ Finance For Impact, [Redéploiement de l'action publique en Centrafrique, étude de préfiguration d'un futur programme de gouvernance en Centrafrique](#), 2019.

Carte des localités couvertes par le projet RELSUDE



Méthodologie AGORA



GLOSSAIRE DE RÉPONDANTS

La communauté/ les habitants
groupes de discussion avec les membres de la communauté (deux questionnaires différents : un groupe de discussion communautaire sur la localité en général, un atelier de cartographie participative).

Autorité locale
entretien qualitatif individuel avec autorités institutionnelles et leaders communautaires (deux questionnaires différents : un sur la localité en général, un diagnostic institutionnel).

Gestionnaire de service
enquête quantitative individuel avec les gestionnaires des services de base : points d'eau, latrines communautaires, écoles, formations sanitaires et marchés.

Producteur
entretien qualitatif individuel, avec un informateur clé (IC) dans l'économie, sur la filière dans laquelle il/ elle travaille.

Groupe de discussion économique
groupe de discussion avec une variété d'IC sur l'économie, travaillant dans les filières différentes.

Acteurs économiques
les deux types d'IC dans l'économie (les entretiens individuels et groupes de discussion).

Ateliers de planification
groupes de discussion avec un mélange d'autorités locales, acteurs économiques et membres de la communauté.

Répondants
l'ensemble des répondants aux outils de collecte AGORA.

Présentation de Bakouma

HISTOIRE

Selon les autorités locales, la ville de Bakouma était historiquement appelée « GBAKOUMA » après un ancien sultan de la ville. Le nom vient de la langue zakara. Il fut transformé en « Bakouma » par les colons français qui sont arrivés dans la localité en 1917.

Selon ces autorités locales, la population de Bakouma s'est déplacée pour arriver dans la location actuelle, à cause d'un conflit avec un village voisin. La location actuelle était attirante à cause de sa richesse naturelle : il y a des mines d'uranium, d'or et de diamant et un potentiel important pour la chasse des éléphants.

Les principales ethnies sont les zankara, banda et zandé. Des communautés yakoma, togbo et peuhl résident également dans la localité. Selon les autorités locales, des tensions existaient entre les chrétiens et musulmans, et entre les agriculteurs et éleveurs, dans le passé. Au moment du diagnostic AGORA pourtant, les autorités locales ont jugé que l'entente entre les ethnies étaient bonnes, en détaillant que les tensions qui existent n'étaient pas graves ou fréquentes. Les membres de la communauté, en revanche, ont souligné des tensions entre les peuhls et les autres ethnies de la localité.

L'équipe AGORA a conduit un diagnostic territorial dans la ville de Bakouma du **5 au 10 novembre 2020**, suivi des ateliers de planification qui se sont déroulés du **29 au 31 juillet 2021**.

Le 25 décembre, l'entrée d'un groupe armé a déclenché plusieurs mois d'insécurité à Bakouma : la ville est devenue un refuge pour le groupe armé pendant une campagne militaire du gouvernement centrafricain dans le territoire élargi. Ensuite, la reprise de la ville par les forces gouvernementales centrafricaines, avec leurs alliés bilatéraux, a entraîné encore de la violence. Pendant toute la période d'insécurité dans le premier semestre de 2021, l'accès humanitaire dans la ville a été très difficile. Tous ces facteurs ont entraîné qu'il y a eu des changements importants dans la ville, surtout en terme de fourniture de services de base. L'équipe AGORA a donc conduit une mise à jour du diagnostic pendant la phase de planification. Les informations récoltées dans cette mise à jour, si contraire aux données du premier diagnostic, sont incluses en italique à la fin de chaque chapitre du diagnostic.

TERRITOIRE

Les répondants à Bakouma ont rapporté que la ville compte 2 groupements qui étaient originalement deux villages différents : Bakouma centre et Fadama.

La ville compte environ 25 000 habitants selon le recensement réalisé par l'Autorité nationale des élections (ANE) en 2020. Selon des autorités locales, Bakouma centre est le groupement le plus peuplé et le plus développé économiquement. Le groupement a vu une augmentation de sa population à cause des services de bases qui attirent les habitants périphériques et l'arrivée des populations déplacées.

Il y a des mines de diamants, d'or et d'uranium autour de la ville de Bakouma : l'or et l'uranium se trouvent au nord de la ville et les mines de diamant sont tout autour. En novembre 2020, la majorité de membres de la communauté ont rapporté que, malgré la présence du chef de secteur des mines dans la ville, les habitants de Bakouma exploitent ces minéraux sans supervision ni contrôle (voir Autres Activités, p. 25).

Selon le président de l'association de la jeunesse, un plan de développement local (PDL) a été établi en 2012. Pourtant, suite à la crise de 2017, il n'a pas été mis en œuvre. Cependant les autres autorités locales de Bakouma, qui ont pris leurs postes après 2012, n'ont pas connaissance du PDL.

Selon les autorités locales, la ville a connu plusieurs mouvements de la population entre 2013 et 2020 : pendant les crises de 2013 et de 2017-2019, la population s'est déplacée, et pendant la crise de 2017-2019 la ville a également accueilli les déplacés venant de Nzako (au nord). Chaque fois que les habitants se sont déplacés, le mouvement a été vers Bangassou, la brousse ou un des sites de déplacés autour de la ville. Au moment de l'enquête AGORA, une partie importante de la population était encore déplacée, mais selon les autorités locales et les membres de la communauté, la plupart souhaitent rentrer.

Il y a plusieurs sites de déplacés autour de Bakouma, mais les deux principaux sont le site Badounabi sur l'axe Bakouma-Bangassou, et le site Bangassou-Kouanga dans le centre-ville. Ces sites datent de 2017 et 2020 chacun, et plusieurs répondants ont rapporté qu'ils sont devenus des quartiers permanents de la ville. De plus, en 2019 quelques déplacés se sont installés à Bakouma centre sur la route de l'église MEA, mais il semblerait que ce site a été de taille mineur et temporaire par rapport aux deux autres sites de déplacés.

Présentation de Bakouma

TERRITOIRE

Selon les autorités locales, les évènements les plus violents ont été les attaques d'un groupe armé vers la population entre 2017 et 2019 : une autorité locale a également cité les affrontements violents entre Bakouma et une autre ville en 2013. Les conséquences de ces évènements ont été diverses : la perte humaine et l'empoisonnement de sources d'eau par les dépouilles, le mouvement de la population, la destruction de biens et de champs, l'insécurité alimentaire sévère, la baisse du niveau d'éducation de la population, la violence basée sur le genre (VBG), les problèmes psychologiques et une augmentation des problèmes conjugaux.

Au moment de l'enquête AGORA en novembre, il y avait deux groupes armés dans le territoire élargi, mais aucun groupe n'était présent dans la ville. Un groupe était basé à Nzako, et se promenait en uniforme et érigeait les barrières entre Bakouma et Nzako. L'autre ne se promenait pas en uniforme et était donc peu visible dans la ville. Les Forces armées centrafricaines (FACA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) étaient présents et opérationnels dans la ville depuis 2020 ; cependant ni la police⁴ ni la gendarmerie n'étaient présentes.

Entre décembre 2020 et juillet 2021, la situation sécuritaire a beaucoup évolué à Bakouma. Ces évènements ont entraîné le déplacement de 90% de la population, principalement vers la brousse. Cependant, en juillet 2021 la plupart de ces personnes sont rentrées. En juillet 2021, les ateliers de planification ont rapporté que les principaux acteurs de sécurité étaient les FACA, leurs alliés bilatéraux et la MINUSCA. Ces forces étaient présentes jusqu'au 40km de la ville, et donc il n'y avait aucun groupe armé dans la localité.

⁴ La mairie dispose de quelques policiers municipaux, mais ces derniers assurent des activités minimales seulement : voir Diagnostic Institutionnel, p. 28

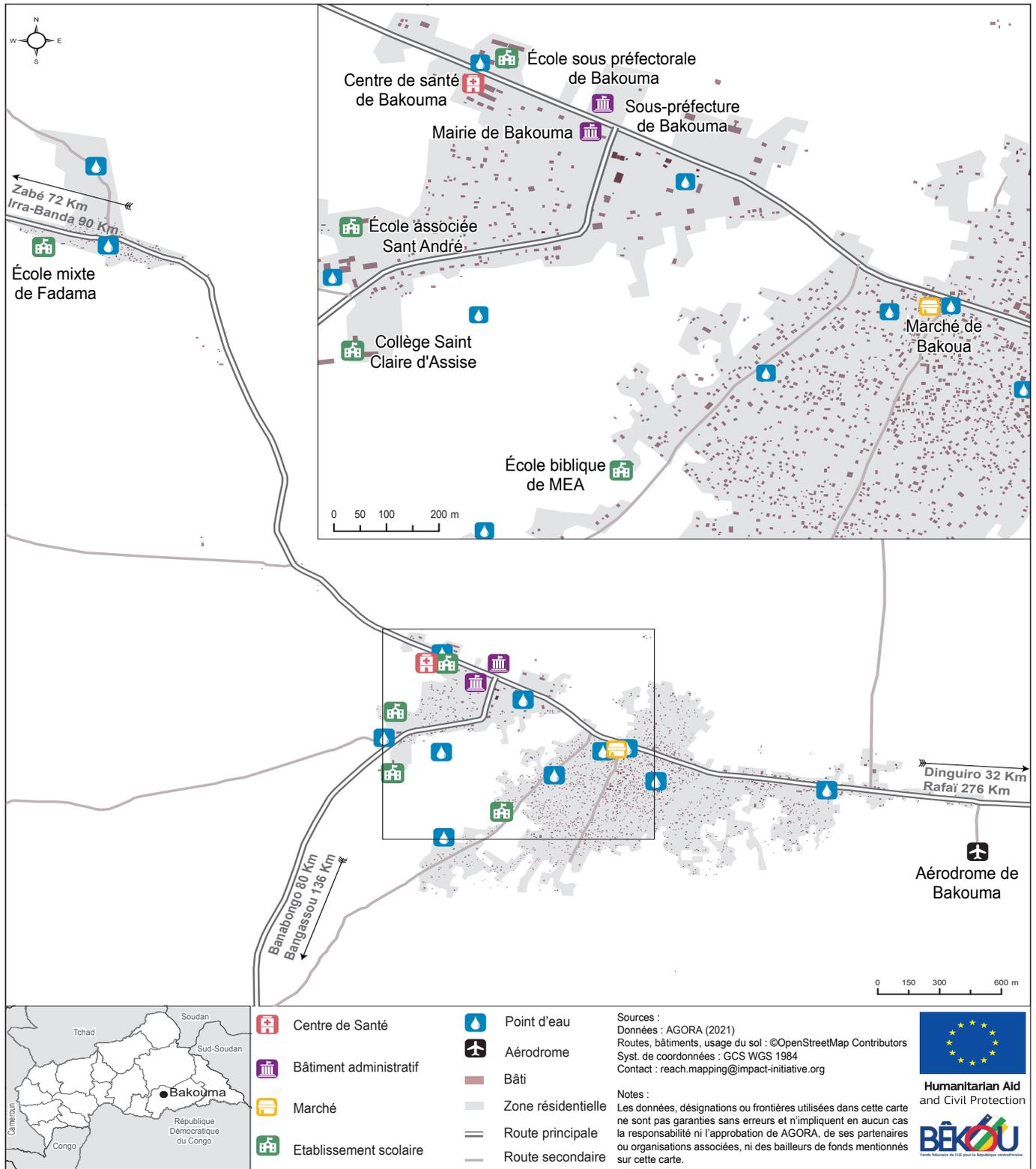
⁵ ACTED, UNICEF, *Mécanisme de Réponse Rapide RCA, Evaluation multisectorielle de besoins, Préfecture du Mbomou, commune de Bakouma, ville de Bakouma*. 21 mai 2021.



Diagnostic territorial

BAKOUMA

Carte générale du centre ville de Bakouma



Cartographie des acteurs

ACTEURS INSTITUTIONNELS

- Sous-préfet
- Maire
- Chef du centre de santé
- Chef de secteur scolaire

AUTORITÉS COMMUNAUTAIRES

- Comité Islamique
- Comité des sages
- Sultan⁶
- Leaders religieux

SOCIÉTÉ CIVILE

- OFCA
- Association de la Jeunesse
- Réseau des médiateurs
- CLPR
- Bakouma à zingo
- CLPS

ACTEURS ÉCONOMIQUES

- *Ouali na koua*
- Groupements agricoles et agropastoraux
- Associations de commerce (Ex. ASCOBA)
- AGETIP-CAF
- DPAM
- Chinko⁷

FORCES DE SÉCURITÉ

- MINUSCA
- FACA
- Forces internationales

PARTENAIRES DE L'AIDE

- Basés dans la ville :**
- MDA
- Ayant des projets réguliers :**
- ONG nationale : Caritas
 - ONG internationales : ACTED, ASA, MSF, CORDAID, CSSI, COOPI, *World Vision*, *Invisible Children*, Vision et Développement
 - Organisations multilatérales : OIM, PAM, LONDO⁸, OMS

Le maire et le sous-préfet sont tous les deux présents à Bakouma : le sous-préfet a été nommé par décret en janvier 2019, et le maire en 2020.

Le seul service déconcentré représenté dans la ville en juillet 2021 était le secteur scolaire. Un représentant de la mairie a rapporté que le maire collabore avec les services déconcentrés de l'éducation pour la sensibilisation et la reconstruction des infrastructures scolaires.

Selon le chef du centre de l'hôpital secondaire de Bakouma, le médecin chef de district sanitaire, et l'équipe cadre du district, sont basés ailleurs. Ces deux autorités visitent la localité au moins une fois par mois pour superviser les activités et contrôler les équipes. Les premiers interlocuteurs entre la population et les autorités sanitaires sont donc le Comité de gestion (COGES) de l'hôpital. Selon les autorités locales, le maire et le sous-préfet sont en collaboration avec le chef de district sanitaire, en particulier dans le domaine de l'état civil. Par contre il n'y a pas de réunion régulière avec les autorités sanitaires sur place : il n'y a que les réunions ponctuelles en cas de crise sanitaire, par exemple une épidémie.

Le sous-préfet a rapporté qu'il est en communication régulière avec la préfète du Mbomou par téléphone et *via* les courriers transférés par le secrétaire général de la préfecture. Les autorités préfectorales de santé, éducation, élevage et mines viennent dans la localité plusieurs fois par an aussi. Les membres d'un atelier de planification ont mentionné que le procureur et le président du tribunal de Bangassou viennent ponctuellement dans la localité (voir Justice et Cohésion Sociale p. 27).

Il y a un CLPR et un réseau de médiateurs à Bakouma qui travaillent principalement dans la promotion de la cohésion sociale. L'OFCA, l'association de la Jeunesse, le comité des sages, et le comité Islamique sont également impliqués dans cette domaine. L'association de la jeunesse et l'OFCA sont également impliquées dans l'assainissement de la ville et Bakouma à Zingo travaille dans la sensibilisation et l'appui à la population de se faire soigner médicalement. L'OFCA est impliquée dans la sensibilisation pour l'éducation des filles et la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG). Le comité des sages, avec l'ONG Invisible Children, supervise la radio communautaire de Bakouma.

⁶ Les sultanats de RCA, passant l'autorité de génération en génération en ligne de succession des descendants, datent de l'époque précoloniale. Actuellement, les sultans n'occupent aucune position officielle, mais ils sont souvent consultés dans les processus politiques en raison de leur forte influence sur la population.

⁷ CHINKO est un projet conjoint entre l'entreprise *African Parks* et le ministère des Eaux et Forêts, qui couvre un espace de 20 000 km² dans le Sud-Est de la RCA. L'objectif du projet est principalement la protection de la biodiversité, tandis que l'organisation veut soutenir les communautés autour du parc CHINKO aussi. Plus d'informations sur leur [site web](#).

⁸ Le projet LONDO (« debout » en Sango) de la Banque Mondiale a pour ambition de fournir un emploi temporaire aux personnes vulnérables et de faciliter l'accès aux services de base sur l'ensemble du territoire national.

Cartographie des acteurs

Selon les acteurs économiques interrogés, les filières de l'agriculture et du commerce sont structurées en groupement. Les associations des éleveurs existaient dans le passé, et le projet Chinko a soutenu des groupements agropastoraux mais il n'est pas clair si ces groupements continuent de fonctionner. Il y a quelques organisations économiques comme Ouali na kuoa et ASCOBA, et des OSC comme l'association de la jeunesse et l'OFCA, qui organisent les activités génératrices de revenu (AGR) pour financer leurs activités. L'OFCA et l'ASCOBA organise les tontines et les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC).

L'AGETIP-CAF est une organisation paraétatique qui soutient les projets du gouvernement centrafricain dans le domaine de l'infrastructure : à Bakouma l'organisation est particulièrement active dans la réhabilitation des routes *via* le cash for work.

En novembre 2020, les autorités locales ont rapporté que la seule ONG basée dans la ville de Bakouma était MDA, mais il y avait plusieurs ONG internationales et nationales qui menaient les activités régulières dans la ville (voir tableau ci-dessous). Il y a relativement peu d'évidence de coordination entre les acteurs extérieurs et les autorités locales à Bakouma, hors les visites de courtoisie et les demandes d'information auprès des autorités sanitaires.

Entre novembre 2020 et juillet 2021, le bureau de la sous-préfecture et du chef de secteur scolaire ont été occupés ou vandalisés par tous les porteurs d'armes prenant part au conflit. Cependant, ces deux autorités étaient présentes dans la ville en juillet 2021. Le médecin chef de l'hôpital secondaire, quant à lui, n'était pas sur place en juillet 2021.

De plus, le chef de secteur des mines était présent jusqu'à décembre 2020 : il est désormais absent, selon les ateliers de planification. Selon son représentant, le service des mines avait quatre rôles dans la localité : représenter le ministère des Mines et de la géologie, organiser la filière en groupement ou association, rechercher les sites d'exploitation, et veiller sur le respect des procédures liées au secteur minier. Le service des mines collaborait avec le projet du Droits de Propriétés et Artisanat Minier (DPAM) dans la localité. DPAM est un projet financé par USAID, mis en œuvre par une organisation privée, qui a pour objectif d'appuyer les artisans miniers, renforcer la gouvernance minière et promouvoir la cohésion sociale. Selon le chef de secteur des mines les activités principales de DPAM à Bakouma ont été l'appui aux artisans et ouvriers miniers et la création d'une banque d'équipement minier. Il n'est pas clair comment les activités minières, y compris les activités de DPAM, ont évoluées depuis le départ du chef de secteur (voir Autres Activités, p. 25).

Cartographie des acteurs

SECTEUR	ORGANISATION ⁹
Abris & biens non-alimentaires (NFI)	OIM construction des abris Caritas distribution des kits NFI
Infrastructures	Chinko réhabilitation des routes et ponts LONDO réhabilitation de routes <i>via</i> Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO)
Déplacement	ASA gestion de site de déplacés PAM recensement de site de déplacés
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	ACTED construction des points d'eau et latrines CORDAID construction des points d'eau OIM assainissement de la ville <i>via cash for work</i>
Education	Chinko appui aux maître-parents
Santé	CORDAID (avec Caritas) soutien financier à l'hôpital secondaire COOPI soin du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) CSSI soutien aux formations sanitaires (FOSA) MSF vaccination, appui aux FOSA World Vision distribution de médicament Vision et développement distribution dans le domaine de Covid-19
Nutrition	CSSI prise en charge des soins de malnutrition MDA soin des enfants malnutris
Sécurité alimentaire	PAM distribution de biens alimentaires ACTED distribution des semences
Cohésion Sociale	Invisible Children gestion de la radio communautaire
AGR	ACTED soutien à l'agriculture maraîchère Chinko appui aux groupements agro-pastorales
Conservation	Chinko parc national

⁹ Ce tableau représente les données collectées en novembre 2020. Il n'est pas clair si tous ces projets ont continué pendant l'insécurité dans la zone entre novembre 2020 et la rédaction de ce rapport.

Services de base

EAU

RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

Bakouma compte 12 points d'eau dont la moitié sont non fonctionnels contre 4 pleinement fonctionnels et 2 fonctionnels mais endommagés. La non fonctionnalité des points d'eau s'explique principalement par des destructions et des contaminations de l'eau. 5/6 des points d'eau non fonctionnels ne fonctionnent pas depuis plus de 3 ans.



10/12 points d'eau sont des pompes manuelles



2/12 points d'eau sont des sources non aménagées

8/10 des pompes manuelles de Bakouma ont été construites par le secteur privé, et 2 par les ONG internationales. Pour le reste il s'agit de sources naturelles qui n'ont jamais été aménagées. 6/12 points d'eau disposent d'un COGES, dont 4 des points d'eau sont non fonctionnels. Tous les points d'eau à Bakouma sont gratuits.



2/6 des points d'eau fonctionnels sont jugés potables par leur gestionnaire



4/6 des points d'eau fonctionnels sont utilisés pour boire

Pour 4/6 des points d'eau fonctionnels, les gestionnaires de service ont estimé qu'il n'y avait aucune attente pour puiser de l'eau. La majorité des points d'eau fonctionnels ont vu une diminution de leur fréquentation car les points d'eau ont été endommagés ou que l'eau n'est pas potable.

Tous les gestionnaires de service affirment n'avoir reçu aucune aide pour le fonctionnement de leur service.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :



Manque de moyens pour la maintenance des points d'eau



Mauvaise qualité de l'eau

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS SELON LA COMMUNAUTÉ :

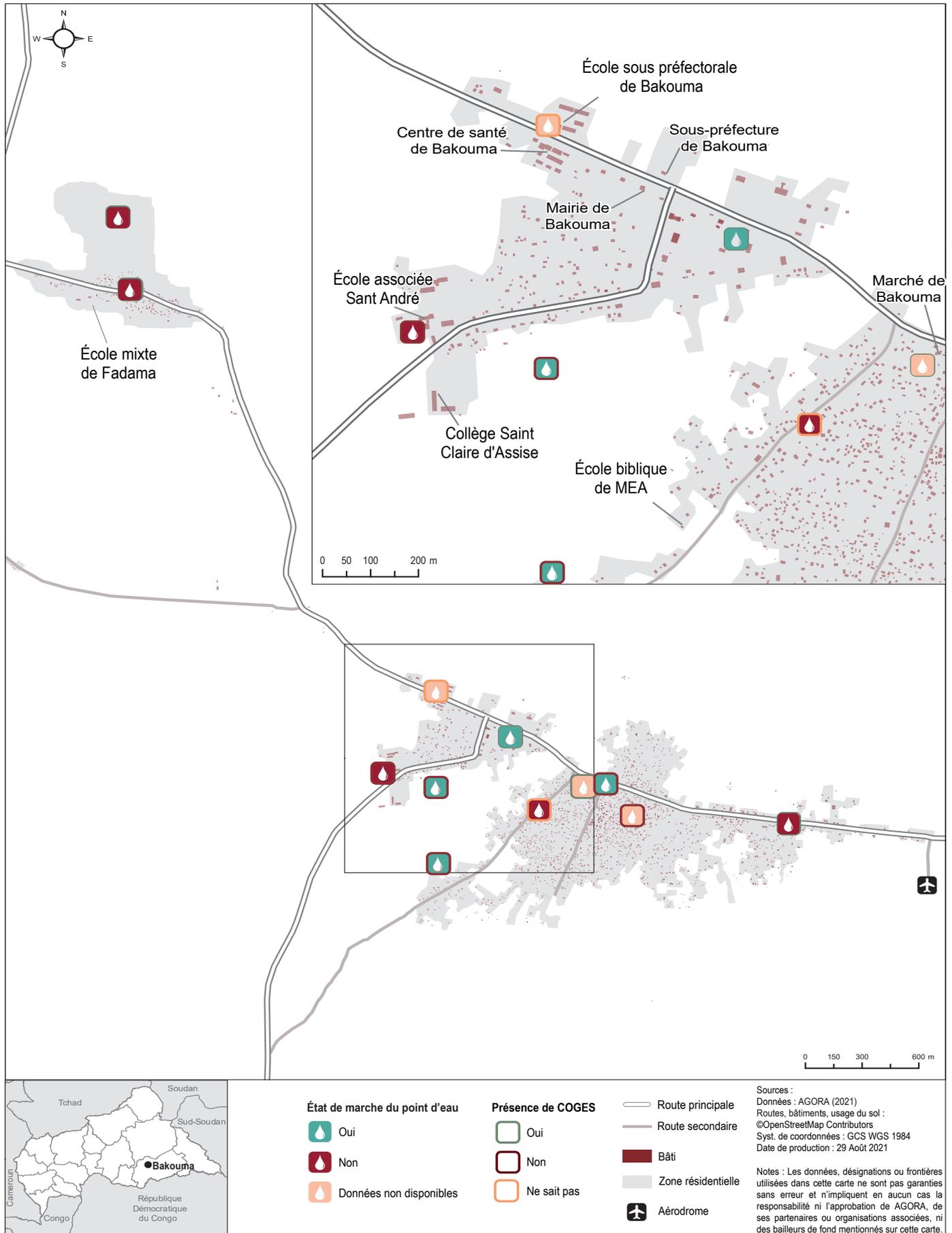
Les membres de la communauté ont évoqué l'insuffisance de points d'eau potable dans la zone par rapport au nombre de la population, ce qui contraint la communauté à parcourir de longues distances pour puiser de l'eau. Cette barrière concerne particulièrement la population de la périphérie de la ville.

La mauvaise qualité de l'eau à également été mentionnée pendant les groupes de discussion communautaire. Selon eux l'eau est contaminée et des feuilles et d'autres objets tombent souvent dans l'eau.

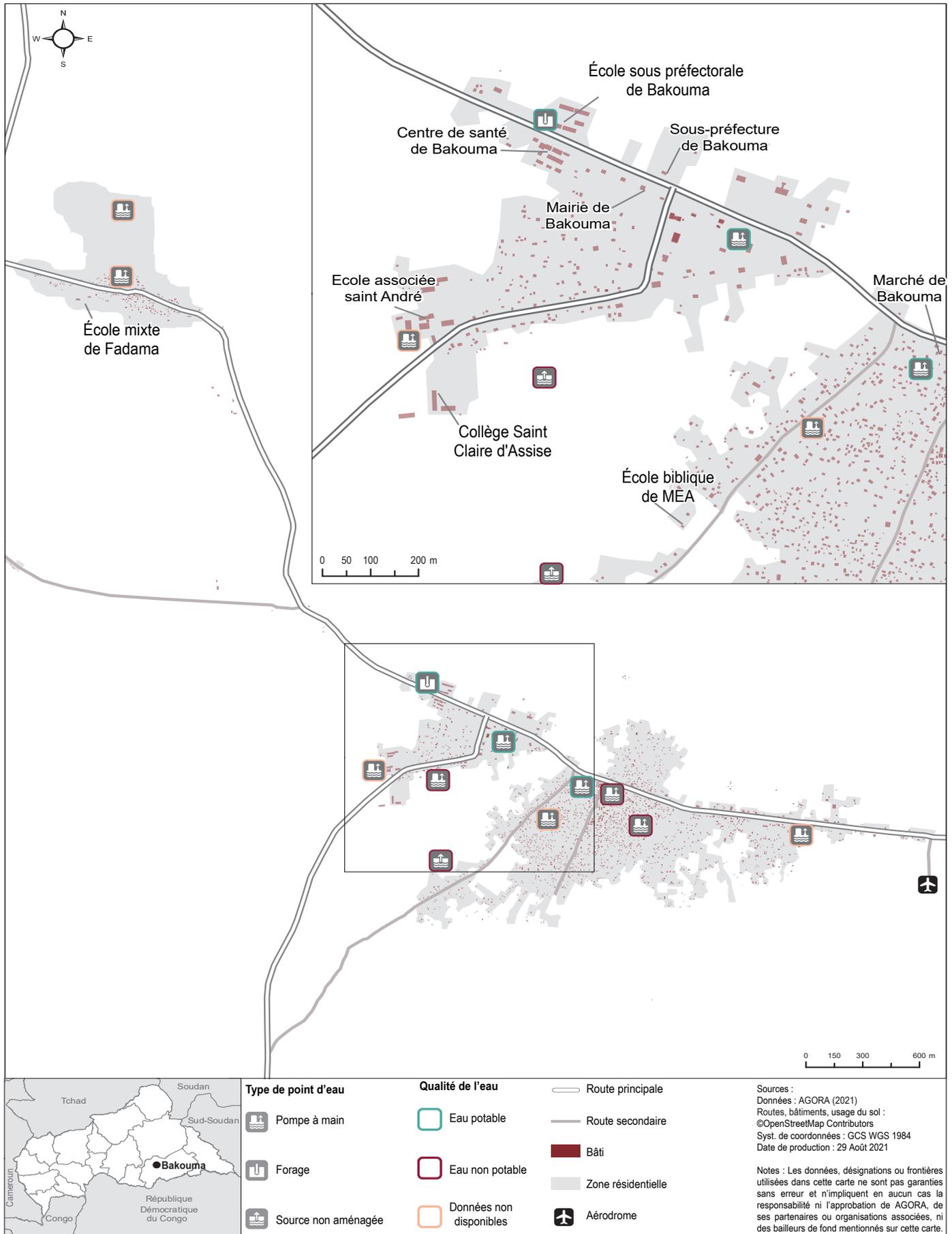
Les habitants de Bakouma ont rapporté une mauvaise qualité des infrastructures hydrauliques, qui ont été mal construites. Finalement ils ont évoqué un manque de maintenance des points d'eau, pour deux raisons : il n'y a aucun technicien pour assurer la maintenance des points et il n'y a aucun acteur désigné pour assurer que les règles d'utilisation soient suivies.

En juin 2021, CORDAID a commencé la construction de 3 nouveaux points d'eau : à l'hôpital secondaire, au marché et au quartier Lengo.

Cartographie des services - Caractéristiques des points d'eau



Cartographie des services - Usage des points d'eau



HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

Bakouma compte 2 blocs de latrines communautaires : une au marché et une autre à l'hôpital secondaire.

Les 2 blocs de latrines sont fonctionnels et accessibles la nuit, même pendant la saison pluvieuse.

Les 2 latrines sont des bâtiments en dur, avec des portes et des verrous. Toutes les latrines sont séparées par genre.

Les 2 latrines ont un dispositif pour le lavage des mains.

Les 2 latrines à Bakouma sont gratuites et disposent d'un COGES.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :

-  Manque de moyens pour la maintenance
-  Manque de matériel
-  Manque de ressources financières

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS SELON LA COMMUNAUTÉ :

Les membres de la communauté interrogés ont rapporté un manque de matériaux de bonne qualité pour la construction des latrines modernes, particulièrement des dalles. Ils ont également mentionné la mauvaise qualité des latrines existantes, qui est, selon eux, à cause d'une mauvaise utilisation des latrines.

ASSAINISSEMENT PUBLIC

Les autorités locales et habitants de la ville ont rapporté que la mairie organise régulièrement les activités communautaires de nettoyage des bâtiments publics (les écoles, l'hôpital et la mairie). L'association de la jeunesse et l'OFCA sont également impliquées dans ces activités.

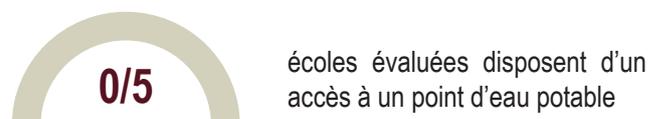
Les autorités ont mentionné que la dotation des matériels pour ces activités de nettoyage (pelles, brouettes, houes, fossiles, pioches, dabàs, et barres à mine) seraient utiles. Ils ont évoqué le besoin des moyens de déplacement et d'appui financier aussi, pour faciliter l'organisation de ces activités de travaux à l'intérêt commun.

ÉDUCATION

RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

Bakouma compte 5 écoles, toutes fonctionnelles. Il y a 4 écoles de Fondamental 1 (F1) : l'école Sous préfectorale de Bakouma, l'école Mixte de Fadama, l'école Zimé, et l'école associée Saint André. Le Collège Saint Claire d'Assise est de niveau Fondamental 2 (F2). 3/5 des écoles sont publics : 2/5 (l'école de Saint André et le collège de Saint Claire d'Assise) sont les écoles Enseignement catholique associé de Centrafrique (ECAC).

Ajouté à ces 5, il y a deux écoles maternelles privées dans le centre urbain, et une école de F1 située à 10km sur l'axe Zabé vers l'Ouest. Il y a une école biblique de l'église MEA : au moment du diagnostic AGORA l'école disposait d'une salle en hangar traditionnel, et 7 étudiants entre l'âge de 19 et 49 ans. L'école MEA a accès à un puits non protégé.



85

le nombre moyen d'élèves par salle de classe dans les écoles publiques à Bakouma.¹¹

En novembre 2020, 2/5 écoles avaient vu une augmentation dans leurs nombre d'effectifs à cause de l'arrivée de populations déplacées et des activités de sensibilisation à l'éducation menées dans la localité. Les 3 autres écoles avaient vu une diminution dans leur nombre d'effectifs principalement en raison de la diminution de la population locale au cours des deux dernières années et de la peur des groupes armés dans la zone. Un gestionnaire a mentionné que des enfants ne vont pas à l'école parce qu'ils sont impliqués dans l'exploitation minière.

¹⁰ La structure globale du système éducatif centrafricain, comprend les niveaux suivants : 3 ans préscolaires, 6 ans pour l'éducation primaire ou Fondamental 1 (F1), quatre ans pour le premier cycle l'éducation secondaire ou Fondamental 2 (F2), trois ans pour le second cycle de l'éducation secondaire, et quatre dernières années pour l'éducation supérieure. (Cluster Education, *Stratégie Cluster Education République Centrafricaine*, 2019-2021).

¹¹ Le nombre moyen d'élèves par salle de classe dans les écoles ECAC est 45.

ÉDUCATION

L'école Mixte de Fadama et l'école Zimé n'ont aucun enseignant qualifié. 3/5 gestionnaires des écoles ont jugé que le niveau de formation des enseignants qualifiés est insuffisant, et 5/5 ont jugé que le niveau de formation des maître-parents est insuffisant.

En novembre 2020 4/5 écoles avaient vu une légère diminution du nombre de personnel enseignant : selon les gestionnaires de ces écoles les principales causes de cette diminution étaient les conditions difficiles de travail et la situation sécuritaire.

1,8

le nombre moyen d'enseignants titulaires contre 4 maîtres-parents¹² dans les 5 écoles de Bakouma.

4/5 des écoles à Bakouma sont payantes : l'école Zimé est gratuite. Le coût moyen d'une année scolaire dans les écoles publiques s'élève à 2500F XAF par enfant.

Parmi les établissements cités, deux écoles maternelles sont non fonctionnelles ; à cause du manque de ressources financières pour celle de Madagbandi et à cause de l'insécurité et des pillages pour celle de Ouango centre.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :



Manque d'enseignants qualifiés



Manque de matériel pédagogique (vols et pillages)



Manque d'équipement de base (bancs, chaises, tableaux)



Manque de ressources financières



Surutilisation et pression sur le service

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS SELON LA COMMUNAUTÉ :

Les habitants de Bakouma ont déploré l'insuffisance d'écoles dans la localité par rapport au nombre de la population. Par conséquent, le nombre d'élèves par salle de classe est très élevé. Cette insuffisance contraint les élèves à parcourir une longue distance pour accéder aux écoles : ceci serait exacerbé par un manque de moyens des parents pour payer le transport

des élèves vers l'école. En particulier, la communauté a déploré l'insuffisance d'écoles secondaires.

Deuxièmement, les groupes de discussion communautaires ont relevé un manque de moyens financiers des parents pour payer les frais scolaires.

En outre, la communauté a mentionné le manque d'enseignants qualifiés dans la localité, en disant que, dans certaines écoles, il n'y a que des maîtres parents qui dispensent les cours.

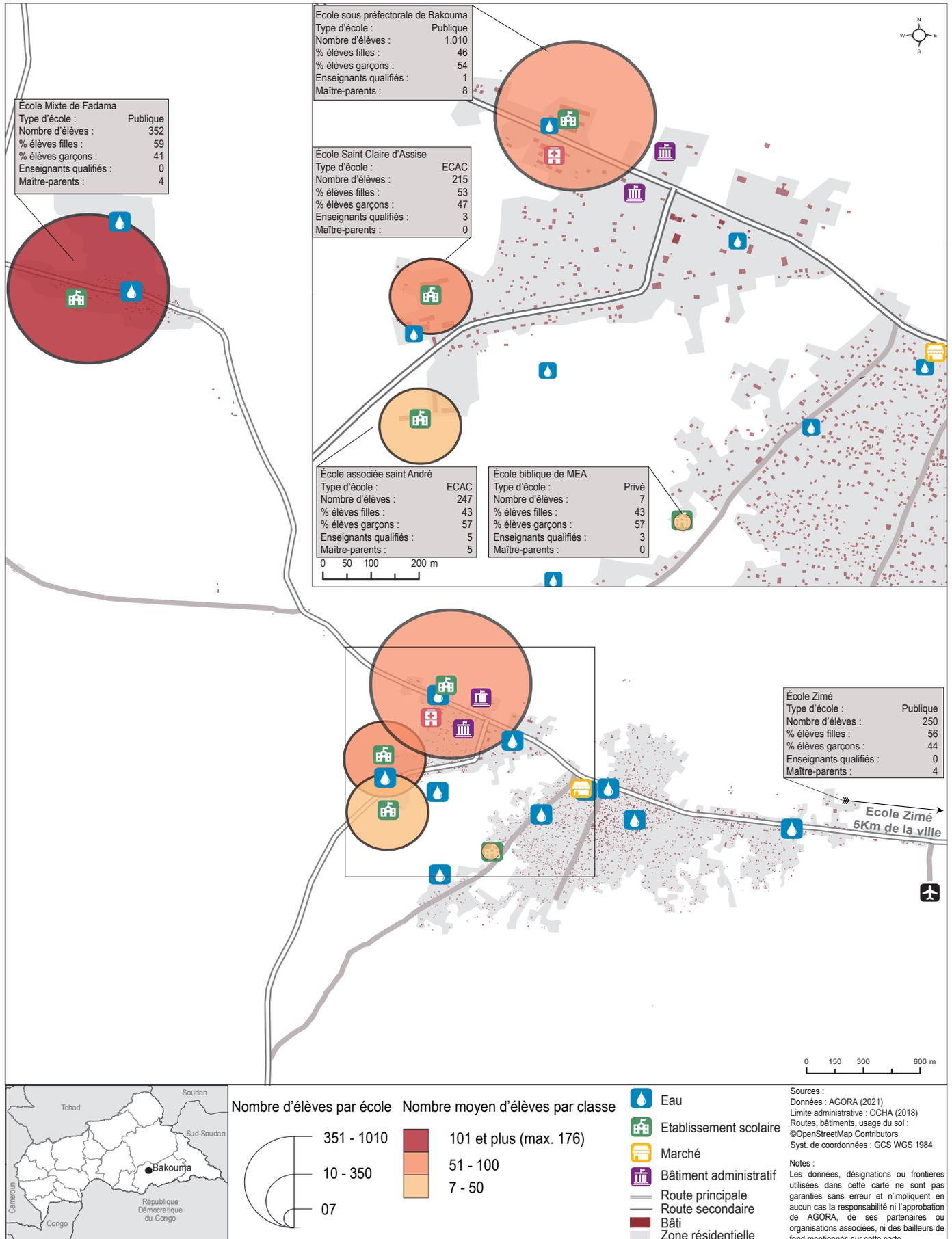
S'ajoute à cela le mauvais état des infrastructures des écoles dans la ville, dont les bâtiments ont été détruits, et qui manquent de matériels didactiques et d'équipements de base.

Finalement, les groupes de discussion ont rapporté les barrières rencontrées seulement par les filles : ils ont rapporté les cas de mariage et grossesse précoce qui empêchent les filles d'aller à l'école.

Entre novembre 2020 et juillet 2021, le nombre d'effectifs, d'enseignants et de maître-parents à Bakouma a légèrement diminué, pour deux principales raisons : l'insécurité, et un manque de moyens pour payer les frais scolaires ou les salaires du personnel. Dans cette période, le bureau du chef de secteur scolaire était occupé par des forces armées, une école maternelle a été détruite et les matériels pédagogiques et équipements de base des plusieurs écoles ont été pillés par tous les porteurs d'armes prenant part au conflit. Le soutien des autorités régionales et centrales d'éducation a également fortement diminué dans cette période, bien que le chef de secteur scolaire soit resté dans la ville.

¹² Les maître-parents sont les enseignants pris en charge par la communauté pour compenser l'absence des enseignants titulaires. Ils sont souvent peu formés. (Cluster Education, *Stratégie Cluster Education République Centrafricaine*, 2019-2021).

Cartographie des services - Éducation et santé



SANTÉ

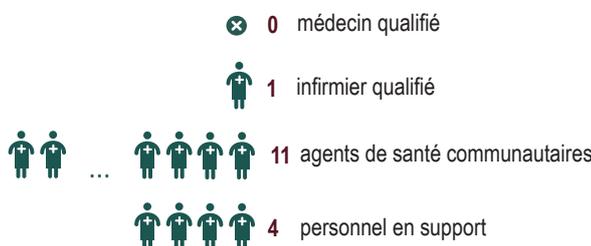
RÉSULTATS DES ENQUÊTES AUPRÈS DES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

Bakouma a une seule infrastructure sanitaire : un hôpital secondaire qui est partiellement fonctionnel. En novembre 2020, le centre de santé avait subi de dommages matériels au cours de deux dernières années.

En novembre 2020 le centre de santé disposait d'une latrine séparée en genre, mais il ne disposait pas d'un point d'eau potable.

La consultation à l'hôpital est payant, mais le prix a beaucoup diminué dans les deux dernières années à cause du manque de moyens de la population pour payer les frais de consultation. Le centre de santé reçoit en moyenne 60 patients par jour ; selon son gestionnaire ceci constitue une légère surutilisation du service. Le centre de santé a vu une augmentation des patients reçus, à cause de l'augmentation de la population, et du fait que la structure avait été renforcé par l'aide humanitaire.

Il n'y a aucun médecin qualifié à Bakouma. Le personnel sanitaire dans le centre de santé compte :



Le centre de santé est géré publiquement et dispose d'un COGES.

Plusieurs répondants pendant le diagnostic AGORA ont rapporté des projets communautaires pour construire des postes de santé dans la localité : en novembre 2020 les membres de la communauté avaient commencé la préparation des terrains pour ces nouveaux postes de santé.

PRINCIPALES CONTRAINTES DE GESTION :

-  Manque de personnel qualifié
-  Manque d'équipements (lits, brancards, matériel) et de médicaments
-  Manque de ressources financières
-  Surutilisation et pression sur le service

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS SELON LA COMMUNAUTÉ :

Les membres de la communauté interrogés ont évoqué principalement le manque de médecin qualifié dans l'hôpital secondaire à Bakouma. Concernant l'hôpital secondaire les habitants déplorent aussi le manque de service mobile et d'ambulance et l'insuffisance des bâtiments. De plus ; il y a un manque de médicaments et d'équipements biomédicaux. Deux groupes de discussion communautaire ont spécifié le manque d'équipements pour faire les examens médicaux. Finalement les répondants ont mentionné la mauvaise qualité d'accueil à l'hôpital.

Les habitants de Bakouma ont mentionné le manque de FOSA dans la localité, ce qui implique de longues distances à parcourir pour les habitants qui sont éloignés du centre-ville, pour avoir accès aux services de santé.

En outre, les participants aux groupes de discussion ont mentionné qu'ils manquent de moyens financiers pour payer les consultations et les médicaments.

Entre novembre 2020 et juillet 2021, l'hôpital secondaire a subi des dégâts sévères, particulièrement sur le système d'électrification. Les matériels médicaux ont été pillés, et les groupes de discussion en juillet ont particulièrement évoqué un manque sévère de lits. Le nombre de personnel à l'hôpital a diminué pendant la période, ce qui a entraîné la suspension du service de chirurgie. Ce manque de lits, et la baisse de qualité de soin en générale a entraîné une diminution du nombre de patients à l'hôpital. Les autres causes de diminution des patients au centre sont la peur de circuler pendant la nuit, et le manque de moyens financiers. En outre, en 2021, l'ONG CORDAID a commencé la construction d'un point d'eau à l'hôpital.

Filières économiques

AGRICULTURE

Sur le plan agro écologique, la sous-préfecture de Bakouma se trouve dans la zone « forestière », qui est un prolongement de la zone équatoriale du bassin congolais¹³. Cette zone soutient une large gamme de cultures ; des cultures pérennes de café, cacao, palme et poivre, des tubercules, et des fruits. Selon les groupes de discussion avec les acteurs économiques, les principales cultures à Bakouma sont l'arachide, le manioc, le riz, la courge, le sésame, la banane plantain, la courge, le mil, le maïs et le café.

Selon la grande majorité de répondants, l'agriculture est la principale activité économique à Bakouma. Elle est pratiquée par toute la population sans distinction de genre ou d'origine ethnique. La filière est aussi une des principales sources d'emploi dans la localité, pour la culture et la transformation des produits agricoles.

Les produits de l'agriculture sont consommés par les agriculteurs, et vendus, localement et dans les autres villes comme Bangassou, Nzako, Bria et Bangui. Cette vente est faite par les agriculteurs eux-mêmes, ou parfois par les commerçants et transporteurs qui achètent auprès des agriculteurs pour revendre ailleurs. Cependant, selon les acteurs économiques, la fréquence de voyage vers les autres villes a changé depuis la crise de 2017-19.

Les agriculteurs s'approvisionnent en matières premières localement, ou dans la ville de Nzako. Les acteurs économiques ont rapporté que la demande pour les matières premières est élevée en janvier et février, qui sont les mois de préparation du champ, pendant que l'offre des matières premières est élevée entre mars et mai.

Des associations des agriculteurs existent à Bakouma : leurs principales activités sont le travail en groupement et l'épargne commune. Il n'y a aucune condition de participation, mais les membres contribuent à une caisse commune pendant chaque réunion. Cependant, les acteurs économiques ont confié que relativement peu d'agriculteurs font partie des associations. L'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) n'est pas présente à Bakouma.

Les difficultés de l'agriculture sont liées notamment au manque de moyens de production : surtout un manque de semences, qui dure depuis l'insécurité de 2017-19. Les répondants ont également mentionné le manque d'outils de travail (houes, haches et dadas) et d'engrais. Finalement, les producteurs ont rapporté qu'ils manquent d'orientation sur les techniques d'agriculture.

Les acteurs économiques ont également mentionné des aléas naturels à leurs activités. Ils ont mentionné d'abord la destruction des cultures par les animaux. Il y a également le problème de maladie des plantes selon un producteur. En plus, il y a une différence saisonnière dans les activités : surtout pendant les derniers mois de la saison sèche (mars et avril) les activités agricoles diminuent fortement.

L'insécurité pose une barrière à l'agriculture, selon les membres de la communauté. Suite à l'insécurité aux alentours de la ville, les agriculteurs ne vont plus loin de 15-20km hors de la ville. Selon quelques groupes de discussion, la zone actuelle d'agriculture dans la localité n'est pas fertile. Les membres de la communauté ont également mentionné les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs peuhls concernant la destruction des champs par les bétails.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse FFOM¹⁴ de la filière agricole à Bakouma :

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
Existence des associations et groupements.	Enclavement de la zone	Faciliter l'établissement d'ACDA dans la ville.	Conflit entre agriculteurs et éleveurs
Source d'emploi local.	Faible participation aux associations.	Redynamiser et augmenter les liens avec commerçants et transporteurs.	Aléas naturels
Collaboration entre producteurs, transporteurs et commerçants pour vendre hors de la ville.	Manque de moyens de production.	Former les agriculteurs en nouvelles techniques.	

¹³ Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.

¹⁴ Les faiblesses, forces, opportunités et menaces ont été identifiées par les personnes ressources rencontrées pour échanger sur les secteurs économiques clés de la ville de Bakouma.

AGRICULTURE

Un groupe d'acteurs économiques et un producteur ont mentionné un manque d'acheteurs pour leurs produits. Malgré la coopération entre les transporteurs et les agriculteurs pour vendre ailleurs, l'enclavement de la zone a diminué la vente hors de la ville, et constitue donc une barrière importante à l'agriculture.

Entre décembre et juillet 2021, le nombre d'agriculteurs à Bakouma a augmenté. Selon les groupes de discussion ceci était dû à la diminution d'autres AGR, suite à l'insécurité, qui a poussé les habitants vers l'agriculture. En outre, les groupes de discussion ont rapporté les cas de vol de semences et incendies des champs et greniers, surtout entre décembre et mars.

ÉLEVAGE

Au moment du diagnostic AGORA, le petit élevage domestique de caprins, volailles, porcins, moutons et l'élevage bovin étaient pratiqués à Bakouma. Les produits de viande fraîche et boucanée étaient vendus, bien qu'un éleveur ait rapporté que la vente de bétail vivant était plus rentable que la vente de viande.

La filière a subi des dommages importants suite aux événements violents de 2017-19 : la zone de pâturage a beaucoup diminué et l'élevage était pratiqué principalement autour des maisons. L'élevage bovin a particulièrement diminué : un éleveur bovin interrogé a rapporté que la destruction des troupeaux en 2017-19 freinait encore le fonctionnement de la filière.

Selon les acteurs économiques et les autorités locales, l'élevage est pratiqué par toute la communauté, sans distinction de genre

ou d'origine ethnique. Un groupe de discussion a rapporté que la filière embauche beaucoup de personnes à cause de la variété des activités comprises dans la filière : par exemple la boucherie, la transformation en viande boucanée, ainsi que l'élevage en lui-même.

Les éleveurs s'approvisionnent localement, dans les villages périphériques, où dans les autres villes comme Zabé, Bangassou et Bria.

Les lieux de vente des produits de l'élevage ont également diminué dans les années précédant le diagnostic AGORA. Au moment du diagnostic, les produits étaient consommés par les producteurs eux-mêmes, ou vendus localement, à Nzako, à Bangassou, ou dans les villages dans un rayon de 50km de la ville. Les groupes de discussion économiques ont relevé qu'auparavant, les produits étaient vendus jusqu'à Bangui et Bria.

Au moment du diagnostic, les groupes de discussion économiques ont rapporté que la demande locale pour les produits de l'élevage était basse, et que les éleveurs rencontraient des difficultés pour vendre leurs produits.

Selon les acteurs économiques, les principales barrières au fonctionnement de la filière sont l'insécurité, et la santé animale. Les répondants ont rapporté les cas de vol des bêtes, et les acteurs économiques ont évoqué le manque de moyens des éleveurs pour construire des enclos pour protéger leurs bétails. La localité ne possède aucun service vétérinaire, ni des médicaments vétérinaires. En plus, un éleveur a relevé le manque de connaissance des éleveurs sur la santé animale.

Un groupe de discussion économique a rapporté que pendant la saison sèche les éleveurs ont des difficultés pour trouver

Le tableau ci-dessous présente l'analyse FFOM¹⁵ de la filière élevage à Bakouma :

FORCES

Transformation de produits (ex. viande boucanée).

Source d'emploi local.

Histoire de structuration en association et groupements.

FAIBLESSES

Manque de demande local.

Enclavement de la zone.

Manque de structuration.

OPPORTUNITÉS

Recréer les groupements et associations agricoles.

Construire des enclos.

Etablir une pharmacie vétérinaire.

Faciliter l'établissement de l'ANDE ou FNEC.

MENACES

Insécurité, cas de vol et destruction de bétail.

Maladies des bêtes.

¹⁵ Les faiblesses, forces, opportunités et menaces ont été identifiées par les personnes ressources rencontrées pour échanger sur les secteurs économiques clés de la ville de Bakouma.

ÉLEVAGE

de l'eau pour leurs troupeaux. Ils ont également rapporté que le problème de maladies des bêtes est particulièrement sévère pendant la saison sèche, ce qui entraîne un approvisionnement en bétail plus difficile.

La filière semble avoir été structurée en groupement par le passé, mais au moment de l'enquête AGORA, cette structure était très faible et quelques répondants rapportaient qu'elle était même non-existante. Les acteurs économiques ont également mentionné l'absence de toute agence technique de la filière : de l'agence nationale pour le développement de l'élevage (ANDE) et le fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC).

Entre décembre 2020 et juillet 2021, il y a eu une chute de la filière d'élevage à Bakouma. Selon les participants d'un atelier de planification, l'élevage bovin s'est arrêté complètement, depuis le début de 2021. La cause de cette chute était les vols et destruction des bétails et des volailles, et le manque de nourriture dans la localité pour nourrir les troupeaux. Cela a entraîné une baisse de l'offre de la viande sur les marchés à Bakouma.

COMMERCE

Le commerce semble relativement peu développé à Bakouma : les groupes de discussion économiques et la plupart des autorités locales ont rapporté que la filière est moins importante que les filières de production comme l'agriculture, l'élevage, la chasse et l'exploitation minière.

Bakouma a un seul marché fonctionnel, qui est couvert, et ouvert tous les jours, y compris pendant la saison pluvieuse. Au moment du diagnostic AGORA, le gestionnaire du marché a estimé qu'il y avait plus de 200 commerçants sur le marché, même si ce nombre avait beaucoup diminué dans les deux dernières années à cause de l'insécurité. Selon les commerçants, les hommes et les femmes sont impliqués dans le commerce dans la localité.

Le marché est approvisionné en produits alimentaires et non alimentaires, médicaments, semences, matériel scolaire et quelques matériels de construction (sable, moellon, brique, planche). Pourtant, d'autres matériaux (ciment, tôle, et fer) et les produits hygiéniques ne sont pas disponibles sur le marché, et la quantité de médicaments et matériel scolaire est jugée insuffisante. La majorité de produits du commerce dans la localité sont vendus localement : pourtant, selon un groupe de discussion économique, les produits sont vendus ailleurs, dans un rayon de 50 à 75 km autour de la ville.

Selon le gestionnaire, il n'y a aucun grossiste sur le marché. Cependant, les commerçants sont en contact avec les grossistes

d'autres localités (République démocratique du Congo (RDC), Bangui, Bangassou et Bambari) pour l'approvisionnement, et plusieurs producteurs sont en contact avec les grossistes pour vendre leurs produits hors de Bakouma.

Selon le gestionnaire du marché, les commerçants de Bakouma s'approvisionnent en biens alimentaires soit individuellement, soit directement auprès des producteurs locaux. Concernant les biens non-alimentaires, les commerçants peuvent s'approvisionner *via* l'achat groupé où l'achat individuel. Les commerçants achètent les biens non alimentaires auprès des producteurs et des grossistes. L'approvisionnement en biens alimentaires et non alimentaires se fait au moins une fois par semaine selon les acteurs économiques.

Le marché est construit et géré par la mairie. Les commerçants du marché de Bakouma paient une taxe d'emplacement à hauteur de 200 à 500 XAF par mois à la mairie. Les boutiques paient des impôts de 35 000 XAF par an.

Il y a une association de commerçants sur le marché. En revanche, les commerçants interrogés ont évoqué le besoin de développer le travail en groupement dans la filière, en disant que le commerce manque d'organisation. Selon les groupes de discussion, il y a également des tontines dans la ville, et les autorités locales ont rapporté que l'OFCA organise des AVEC. Cependant, toutes ces organisations ont réduit leurs activités depuis l'insécurité de 2017-2019. Au moment de l'enquête AGORA, les échanges économiques dans la localité pouvaient se faire en troc, cash ou *via* transfert de crédit et orange money, selon les groupes de discussion économiques.

Selon les acteurs économiques, une principale barrière au fonctionnement du commerce serait le manque de demande pour les produits : ceci serait à cause d'un manque d'AGR dans la localité, et donc un manque de pouvoir d'achat localement. Le gestionnaire du marché avait rapporté que la fréquentation du marché central avait légèrement diminué à cause de la dégradation sécuritaire.

Ce même gestionnaire a également rapporté que l'insuffisance de certains produits sur le marché constitue une barrière au fonctionnement du marché. Les membres d'un groupe de discussion économique ont rapporté qu'il y a une haute concurrence entre les commerçants, qui vendent tous les mêmes produits. Les commerçants ont également mentionné que les prix ont baissé à cause de ce manque de demande.

Les acteurs économiques ont également mentionné l'enclavement de la zone, empiré par le manque de moyens de déplacement (motos, vélos et voitures). Les participants dans un groupe de discussion économique ont mentionné que ces problèmes de transport sont exacerbés pendant la saison pluvieuse.

COMMERCE

L'insécurité pose une barrière aux commerçants aussi : deux commerçants on fait allusion aux tensions entre les commerçants dans la ville, qui empêchent l'organisation de la filière et la structuration en groupement. Les participants d'un groupe de discussion ont mentionné que les taxes illégales sur les axes empêchent le transport, et les commerçants interrogés ont rapporté que depuis l'insécurité de 2017-2019 les liens qui existaient avec les autres villes (Yalinga, Bria, Bangassou, Nzako) ont beaucoup diminué.

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS AUX MARCHÉS SELON LA COMMUNAUTÉ :

Selon les membres de la communauté, la principale barrière d'accès aux marchés est l'insuffisance de certains produits : en particulier les vêtements, les produits de première nécessité, la viande de bœuf, le matériel de cuisine, les pièces mécaniques et les produits agricoles. Un groupe a mentionné le manque de commerçants venant des autres localités.

Les groupes de discussion communautaires ont rapporté le manque d'espace pour tous les commerçants sur le marché, et le manque d'hygiène. Il n'y a pas d'étalages sur le marché pour éviter que les produits soient posés sur la terre. Le gestionnaire du marché a également évoqué le manque d'infrastructure sur le marché.

En outre, plusieurs groupes de discussion communautaires ont déploré le fait qu'il n'y a qu'un seul marché dans la localité. Ceci oblige les habitants qui sont éloignés de faire des trajets très longs pour y arriver.

Le manque de pouvoir d'achat des habitants de Bakouma a aussi été relevé pendant les groupes de discussion communautaires : presque tous les groupes ont déplorés les prix sur le marché, qu'ils trouvent trop élevés.

Entre décembre 2020 et juillet 2021, les taxes payées à la mairie ont cessé d'être payé. Les ateliers de planification ont rapporté une chute importante du nombre d'acheteurs au marché à cause d'une chute d'AGR dans la localité. Le nombre de commerçants a également diminué légèrement à cause de la destruction des kiosques et étalages, le pillage des biens, et une chute économique généralisée. Ces groupes ont estimé que le nombre de commerçants serait de 115 (71 hommes et 44 femmes) en juillet 2021.

AUTRES ACTIVITÉS

CHASSE :

Tous les répondants se sont accordés sur le fait que la chasse est plus importante que la pêche dans l'économie de Bakouma. Les produits de la chasse sont le sanglier, la gazelle, le singe, le porc-épic, l'antilope, le serpent boa, le sibissi, la pintade, la perdrix, le phacochère et le buffle, entre autres. La viande fraîche et boucanée est vendue, et la viande fraîche de phacochère est la plus rentable, selon un chasseur interrogé. Selon un groupe de discussion économique, les produits sont vendus principalement à Bangassou.

La chasse est pratiquée principalement par les hommes à Bakouma : cependant il n'y a aucune distinction des origines ethniques entre ceux qui pratiquent de ces activités. Selon les groupes de discussion, la filière n'est pas formellement organisée en groupement ou association, mais les chasseurs travaillent parfois en équipe.

Un chasseur interrogé a confié que la filière a besoin d'être formalisée, et que les chasseurs ont besoin de connaissance sur la conservation. Selon lui, hors le manque de structuration et formation, la principale barrière au fonctionnement de la filière sont les intempéries et le manque de matériels. Les ateliers de planification ont fait ressortir que l'établissement du parc national Chinko a rendu très difficile la petite chasse, et que, par conséquent, le nombre de chasseurs a diminué. La chasse diminue également pendant la saison pluvieuse quand la végétation autour de la ville devient trop dense.

PÊCHE :

La pêche semble être très peu développée à Bakouma. Pendant les deux groupes de discussion économique, elle n'a pas été mentionnée comme une des principales activités économiques. Les autorités locales ont confié que la pêche est pratiquée principalement par les hommes, sans distinction d'origine ethnique. Les femmes sont impliquées dans la vente des poissons.

Un pêcheur interrogé a confié qu'il y a un manque d'acheteurs locaux pour le poisson. De plus, la filière n'est pas structurée en groupement et les pêcheurs manquent de connaissance pour créer les groupements. Une autre barrière mentionnée par le pêcheur était le manque de matériels de pêche.

Les participants aux ateliers de planification ont rapporté une chute des activités de la pêche depuis décembre 2020, suite aux cas de confiscation des produits de la pêche et manque de moyens financiers pour les matériels de pêche. Les participants d'un groupe de discussion ont même rapporté que la filière ne fonctionne plus.

AUTRES ACTIVITÉS

EXPLOITATION MINIÈRE :

Il y a des mines de diamants, or et uranium autour de la ville de Bakouma. L'or et l'uranium se trouvent seulement au nord de la ville et les mines de diamants se trouvent tout autour.

L'exploitation minière est pratiquée principalement par les hommes, bien que les femmes soient impliquées dans le lavage des produits. Les habitants extraient l'or et le diamant pour le vendre localement et dans d'autres villes, mais l'exploitation de l'uranium, qui était gérée par une entreprise internationale auparavant, est actuellement suspendue. Selon les miniers, les collecteurs locaux et les acheteurs internationaux se procurent les produits miniers de Bakouma.

Les activités minières s'arrêtent pendant la saison pluvieuse, pour deux raisons : d'abord, pendant la saison pluvieuse il est impossible de pratiquer l'exploitation artisanale. Deuxièmement, les artisans miniers sont aussi les agriculteurs et donc ils quittent les chantiers pour aller aux champs.

Les artisans miniers s'approvisionnent localement, pendant la saison pluvieuse, quand l'exploitation minière n'est pas possible. Selon le représentant du chef de secteur des mines, il y a un magasin d'équipements dans la ville qui a été établi par le projet DPAM.

Selon les autorités locales, le chef de secteur des Mines était présent à Bakouma jusqu'à décembre 2020 : il contrôlait les activités minières et collectait les taxes d'exploitation. Selon le représentant du secteur, la filière minière n'était pas organisée en groupement parce que le secteur des mines manquait de moyens financiers pour les créer.

En novembre 2020 les acteurs économiques ont rapporté que les principales barrières à l'exploitation minière étaient la baisse des prix des produits depuis l'embargo sur les minéraux dans la RCA, et le manque de matériels miniers.

Les participants aux ateliers de planification ont rapporté que depuis décembre 2020 le chef de secteur des mines est absent de la ville. Cependant, le DR continue d'effectuer les visites. Les ateliers de planification n'ont pas relevé davantage de détails sur l'évolution de l'exploitation minière, mais, sachant que l'exploitation minière constitue un élément central de l'insécurité en RCA, pratiquée très souvent par les porteurs d'armes¹⁶, il est supposé que la filière a été fortement affecté par l'insécurité entre décembre 2020 et juillet 2021.

MENUISERIE :

Selon les membres d'un groupe de discussion, la menuiserie de Bakouma se trouve à côté du marché.

Le producteur menuisier interrogé a confié que la filière manque d'acheteurs dans la localité, mais qu'il entretient des échanges économiques avec les villages autour de Bakouma comme Gbolo, Lengo, et Naka. Les menuisiers s'approvisionnent à Bangassou : le manque de transport leur pose donc une barrière importante.

Une autre barrière au développement de la filière est le manque de structuration : un producteur interrogé a confié qu'il n'y a aucune association des menuisiers, même s'il y a une volonté parmi les menuisiers d'établir des associations. En plus, les menuisiers ne sont pas en contact avec les autres acteurs économiques avec qui ils pourraient collaborer, comme les artisans et les transporteurs.

Finalement, le menuisier interrogé a confié que le manque de matériels de base et de formation technique est une barrière au fonctionnement de la filière. Selon un menuisier interrogé, l'église catholique offre une formation sur la menuiserie, et tout le monde peut accéder à cette formation.

Les groupes de discussion économiques ont évoqué plusieurs filières qui pourraient être mieux développées dans la localité : l'exploitation minière, la maçonnerie, la menuiserie, la mécanique, la couture, les grossistes, la coiffure et un cyber-café.

¹⁶ Nations Unies: [Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 \(2020\) \(S/2021/569\)](#). 04 août 2021.

Gouvernance locale

REPRÉSENTATION

Les chefs de quartier et de groupement semblent être les principaux représentants de la communauté à Bakouma : les habitants ont rapporté pouvoir communiquer avec eux directement ou *via* leurs crieurs. Les chefs de quartier sont élus par la population pour un mandat de 10 ans, et ils élisent ensuite les chefs de groupement pour un mandat de 10 ans.

Les groupes d'hommes ont aussi spécifié que l'association de la jeunesse est un représentant important, en qui ils ont beaucoup de confiance. Les groupes de discussion avec les femmes ont souligné le comité de paix comme un des principaux représentants de la localité : elles communiquent avec le comité *via* les leaders religieux.

L'association de la jeunesse et les chefs locaux disposent le plus de la confiance de la population, pour leur capacité de faire la médiation et de donner les conseils aux habitants. Le président de la jeunesse en particulier est jugé être intégré dans la localité, et donc il dispose de la confiance des habitants.

Les membres de la communauté ont rapporté communiquer aussi avec le maire et le sous-préfet : les habitants peuvent communiquer directement avec le maire, ou passer un message *via* les chefs locaux. Cependant, ils ne peuvent que communiquer avec le sous-préfet *via* les autres autorités (maire et chefs locaux).

Le principal sujet de communication entre les habitants et toutes ces autorités est autour des litiges. Les femmes communiquent avec le comité de paix surtout sur la violence basée sur genre (VBG) et la cohésion sociale.

Les autorités locales ont des moyens variés de communication envers les habitants de Bakouma. Le sous-préfet convoque les chefs locaux pour passer les messages à la population. Le maire publie des notes circulaires (il peut publier des notes circulaires pour les autres organisations pour distribuer dans un rayon de 10km), et communique *via* la radio communautaire. L'OFCA communique *via* les notes circulaires tandis que l'association de la jeunesse convoque des réunions publiques.

JUSTICE ET COHÉSION SOCIALE

Selon les autorités locales, les litiges les plus courants à Bakouma sont les litiges sur la terre, les champs, les problèmes conjugaux, les disputes sur l'héritage, les cas de la sorcellerie, le viol et les bagarres. Ces litiges sont gérés par la conciliation et à l'amiable. Les chefs de quartier ou groupement font la médiation : si cette médiation ne marche pas ils transfèrent le litige à la mairie, et si le problème persiste ils consultent le sous-préfet. Il y a un tribunal coutumier à Bakouma, géré par la mairie. Le tribunal gère les petits litiges dans la localité et les disputes liées à l'accès aux terres. Les crimes violents (ex. viol et menace à main armée) sont transmis au tribunal à Bangassou.

Selon les autorités locales, il y avait quelques tensions communautaires dans le passé entre chrétiens et musulmans, entre agriculteurs et éleveurs, et entre peuhls et le reste de la communauté. La plupart des autorités locales ont rapporté qu'au moment du diagnostic AGORA, il n'y avait aucune tension communautaire : cependant des tensions liées à l'accès aux terres et aux services de base existaient toujours. Les avis des membres de la communauté étaient partagés sur le niveau de cohésion sociale, et plusieurs groupes de discussion ont rapporté que les tensions entre les peuhls et les autres habitants persistaient.

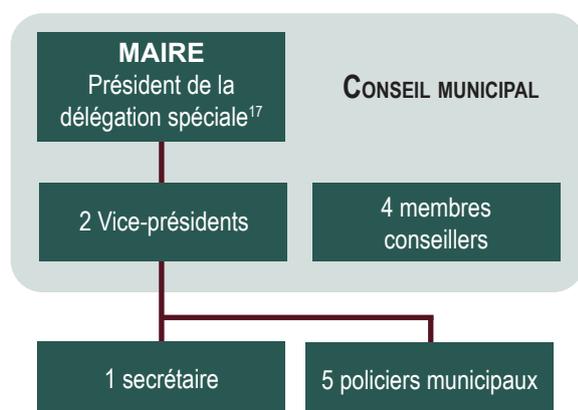
Il y a un comité local de paix et de réconciliation (CLPR) dans la localité : les principales activités du comité sont le règlement des conflits et la sensibilisation de la population sur la paix et la cohésion sociale.

En décembre 2020, la MINUSCA et les FACA jouaient un rôle dans la sécurité et la cohésion sociale dans la localité. Ils étaient en contact régulier avec les autorités locales, et les autres acteurs locaux (leaders religieux, société civile) vont aussi consulter la MINUSCA et la FACA en cas d'alerte sécuritaire.

Les répondants pendant le diagnostic AGORA ont cité plusieurs activités qui promeuvent la cohésion sociale : le travail en groupement, les activités sportives, le nettoyage de la ville, les activités musicales ou de danse et les fêtes nationales. Le principal organisateur de ces activités est l'association de la jeunesse : l'OFCA et les organisations religieuses sont également impliqués.

Un atelier de planification a spécifié qu'en 2019 il y a eu une grande campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale, menée par la MINUSCA et le projet Chinko. Selon eux, cette campagne a été efficace pour diminuer le niveau de tension sociocommunautaire.

Diagnostic institutionnel



Le maire de Bakouma a été nommé par décret présidentiel en 2020. Son secrétaire est en poste depuis 2013. Le conseil municipal compte 7 personnes : le maire, ses 2 adjoints, et 4 membres du conseil. Le conseil est renouvelé chaque 5 ans, et devrait se réunir tous les ans pour discuter du budget et la création des recettes pour l'institution. Au moment du diagnostic AGORA la dernière réunion du conseil avait eu lieu en février 2019. Le dernier budget communal était remis en mai 2019, avec un montant de 2 400 000 XAF.

Selon le représentant de la mairie, les principaux rôles de l'institution incluent la gestion de litiges et le maintien de la salubrité. La mairie offre également des services d'état civil, de police municipale, et de tribunal coutumier.

Selon le représentant de la mairie, les ressources propres constituent les subventions de l'état d'un montant de 200 000 à 300 000 XAF par an. La mairie devrait ensuite collecter plusieurs taxes localement : les taxes sur l'exploitation économique dans

la localité, sur le stationnement, et sur la circulation. La mairie arrivait à collecter les taxes sur le marché et les frais de l'état civil jusqu'en novembre 2020, en revanche, selon les ateliers de planification en juillet 2021 les taxes de marché n'étaient plus collectées.

Les principales dépenses de la mairie au moment du diagnostic AGORA était le paiement de personnel, et les matériels du bureau. La mairie souhaitait également fournir plus de services de bases dans la localité, en particulier construire un nouveau marché. Au moment de l'enquête elle n'arrivait pas à accomplir ces projets.

Le personnel de la mairie compte un secrétaire et 5 policiers municipaux. Les policiers municipaux assurent les fonctions minimales de garde et nettoyage des bureaux, et garde des visiteurs dans la localité. Le personnel de la mairie reçoit rarement leur salaire, qui sont en principe payés par subvention de l'état.

La nouvelle loi n° 20-008, datant d'avril 2020, définit le nouveau cadre de la décentralisation en République centrafricaine. Les collectivités territoriales ont toujours pour mission d'administrer et aménager leur territoire, d'encourager le développement économique, social et environnemental local. Elles doivent également disposer des forces publiques nécessaires pour le maintien de l'ordre.

En particulier, le statut des communes a été révisé. Contrairement à l'ordonnance 88, les communes n'ont plus le statut de délégations spéciales, mais disposent, dans les textes, d'une autonomie administrative et financière. Elles jouissent de compétences propres (voirie, assainissement public, gestion de l'Etat civil et du domaine, aide sociale et police communale) et partagées avec l'Etat central (précisées par décrets). Le maire et ses adjoints sont élus par et parmi les membres du conseil municipal, élus eux par la communauté au suffrage universel direct. Le nombre de conseillers municipaux est fixé par ladite loi, dépendamment du nombre d'habitants résidant dans la commune. Ils sont élus pour un mandat de 7 ans. Le nombre d'adjoints au maire dépend également de la taille de la commune (2 adjoints pour une commune de moins de 20 000 habitants). Le conseil municipal devrait se réunir en sessions ordinaires deux fois par an.

Les services déconcentrés de l'Etat assistent quant à eux les collectivités dans l'exercice de leurs missions, dans leurs domaines de compétences techniques respectifs. Les agents des services techniques sont placés sous l'autorité des directeurs de région.

¹⁷ Le loi 20-008 prévoit l'élection des maires mais en pratique, le gouvernement nomme des délégations spéciales avec à leur tête un ou une président(e) qui assure les fonctions de maire.

Diagnostic institutionnel

Selon les autorités locales rencontrées, les textes de loi ne sont pas disponibles sur place à Bakouma. Le représentant de la mairie a confié que les textes ont été détruits pendant la crise de 2017-19.

Au moment de l'enquête AGORA en novembre 2020, il semblait que le chef du centre était l'autorité la plus haute qui était présente en permanence dans la localité. Le médecin chef et l'équipe cadre du district sanitaire étaient basés ailleurs et visitaient régulièrement la localité. Selon le représentant du secteur sanitaire interrogé, les seules ressources du centre de santé sont les frais des services sanitaires, et les subventions reçues de l'ONG CORDAID. Cependant, il y a un projet local de construire une poste de santé, en cours depuis plusieurs ans. Le représentant du secteur sanitaire a également mentionné des projets pour construire d'autres blocs à l'hôpital secondaire. Cependant, au moment de l'enquête, les dépenses de l'hôpital étaient utilisées principalement pour le paiement de personnel, l'achat de médicaments et matériels, et la maintenance des infrastructures. Le représentant de l'hôpital secondaire a confié que l'achat de médicaments et le paiement des salaires était également difficile.

Le chef de secteur actuel des mines était en poste à Bakouma de septembre 2019 à décembre 2020. Le service était soutenu par DPAM, qui a établi une banque d'équipements. En novembre 2020, le chef de service arrivait à contrôler les artisans miniers, mais ces autres missions (missions pour trouver des zones d'exploitation, pour organiser la filière en groupement) étaient rendues impossibles par manque de finances et moyens de transport. Les principales dépenses du service au moment de l'évaluation AGORA était le paiement de personnel, et les matériels.

Selon le représentant du service de mines, les ressources propres du service à Bakouma étaient les subventions de l'Etat, les subventions du bureau d'achat, et les frais de patente. Le représentant a également mentionné quelques taxes en vigueur dans la localité : sur le séjour et circulation en zone minière, les taxes « superficielles » et les taxes d'exploitation. Cependant il n'était pas clair si, en pratique, le service de mines recevait ces ressources financières.

Autoévaluation des organisations de la société civile (OSC)

Les équipes AGORA ont utilisé une version adaptée et allégée de l'outil *Taking the Lead* développé par OXFAM, dans chacune des 21 localités ciblées. Dans le cadre de RELSUDE, *Taking the Lead* consiste en l'autodiagnostic des capacités des OSC. Les OSC sont identifiées à travers un appel à manifestation d'intérêt. Puis, sur la base d'une grille de critères élaborée avec OXFAM, entre 5 et 10 organisations sont conviées à un atelier pour autoévaluer leurs capacités techniques et organisationnelles, en tant qu'acteur de la ville. La méthodologie adoptée consiste en des groupes de discussion conduits par des animateurs sur la base d'un guide. La liste des critères comprend des aspects administratifs (statut officiel et règlement intérieur), techniques (domaines et approches d'intervention) et qualitatifs (perception de l'Organisation sur ses actions et impacts au niveau local). **L'analyse ci-dessous a été réalisée par OXFAM** sur la base des données collectées par AGORA auprès des OSC.



Capacité organisationnelle et structurelle

En dépit du dynamisme des organisations de la société civile (OSC) de la ville de Bakouma, l'autoévaluation a révélé que, sur le plan organisationnel et structurel les OSC ne disposent pas de compétences suffisantes, permettant l'amélioration de la qualité de travail. En effet, les OSC n'ont pas développé une approche holistique autour de leur vision et mission. Cette situation n'est pas sans conséquence sur la planification stratégique et la gouvernance démocratique au sein de ces organisations. Bien que la réponse humanitaire fournie par les OSC ne s'inscrit pas dans le cadre d'une coordination locale, nous avons noté l'existence d'une collaboration étroite sur certains projets entre les OSC et les autorités locales. Par ailleurs, nous faisons remarquer que les OSC éprouvent des difficultés à identifier leur rôle et leur place dans le processus de relèvement local. De ce constat, elles ne sont pas force de propositions ni auprès des autorités politico-administratives, ni auprès d'autres partenaires techniques et financiers. S'agissant de l'organisation du travail, les OSC devraient structurer au mieux la réalisation de leurs projets et déployer des bonnes pratiques en matière de gestion des ressources humaines.

Capacité d'intervention

Les différentes interventions menées par les OSC de la ville de Bakouma ne couvrent pas l'ensemble des besoins exprimés par les membres des communautés. En effet, plusieurs facteurs expliquent ce décalage. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer : l'absence de mains d'œuvre qualifiée dans les domaines de protection et de la sécurité alimentaire. Aussi, ces OSC n'ont pas développé en leur sein un mécanisme de planification opérationnelle et de suivi-évaluation pouvant conduire à des actions préventives et correctives. En outre, le contexte sécuritaire volatile et la faible capacité des OSC à mobiliser des ressources matérielles et financières dans le cadre de leurs projets constituent des limites majeures à leurs capacités d'intervention.

Redevabilité, autonomisation et participation citoyenne

L'implication des communautés et des autorités locales dans la mise en œuvre des projets représente un enjeu de taille pour les OSC de la ville de Bakouma. En effet, dans la perspective des actions de redevabilité et de participation citoyenne, les OSC ont su identifier et définir des relations étroites avec l'ensemble des acteurs locaux intervenant auprès d'elles. Cependant, la participation des parties prenantes aux projets devrait être effective tout au long du cycle de vie du projet. Par ailleurs, une évaluation de la participation des communautés dans la prise de décision est vivement recommandée.

Besoin d'appui et d'accompagnement des OSC

L'autoévaluation a permis de proposer aux OSC de la ville de Bakouma un accompagnement technique sur les mécanismes stratégiques, managériaux et opérationnels ci-dessous.

Axes prioritaires :

- Appui organisationnel et structurel : système de management de la qualité, principe du réseautage, rôles et responsabilités des OSC dans le processus du relèvement local, sphère d'influence,
- Gouvernance associative : vision, valeurs et mission, planification stratégique, gestion financière, gestion de ressources humaines.
- Gestion opérationnelle : normes et principes humanitaires, planification opérationnelle, suivi-évaluation, monitoring,
- Capacités techniques : protection et genre, sécurité alimentaire, EHA

Axes secondaires :

- Développement local (approche, méthodes, outils),
- Recherche de financement
- Logistique
- Communication institutionnelle

Planification du relèvement

BAKOUMA

La priorisation des activités de relèvement s'est faite à deux échelles : inter et intra sectorielles. Par secteur, les priorités sont présentées dans l'ordre établi par les communautés au cours des ateliers de planification. Cet ordre ne correspond pas nécessairement à un ordre chronologique. Les « actions » mentionnées au sein de chaque priorité correspondent aux actions évoquées par la communauté pour atteindre un objectif, elles ne sont pas classées dans un ordre spécifique.

Eau, hygiène et assainissement



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Ministère de la Santé**
Le DR est basé à Bangassou. Affectation de personnel.
- **Sous-préfecture**
Affectation de personnel.
- **Mairie et chefs locaux**
A consulter sur les lieux de construction de latrines et points d'eau.
- **Sultan, autorités communautaires et religieuses**
A consulter sur le choix des sites des points d'eau et latrines.
- **Artisans réparateurs, maçons et ouvriers locaux**
Main d'œuvre pour la construction et réhabilitation des points d'eau.



DOCUMENTATION

- Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, *Normes et directives en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain*, 2013.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster, *Cadre stratégique opérationnel : Eau, hygiène et assainissement en situation d'urgence*, novembre 2020.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster EHA, *Bordereau des prix unitaires des ouvrages et activités en situation d'urgence*, septembre 2019.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, *Plan d'action 2020 de la Direction générale des ressources hydrauliques*.



HISTORIQUE

- En 2017 ACTED a aménagé des puits avec des pompes.
- En 2020 l'ONG a construit des latrines communautaires et en 2021 elle a construit 3 points d'eau, chacun avec un COGES.
- En 2020 OIM a organisé le nettoyage de la ville *via cash for work*.
- En 2021 CORDAID a commencé le travail sur 3 nouveau forages.
- En 2021 le projet LONDO a réalisé l'assainissement de la ville et la canalisation *via* le THIMO.
- Les autorités locales, avec les OSC, organisent des activités d'assainissement de la ville.
- *Les gestionnaires des points d'eau existants ont rapporté qu'ils n'ont pas reçu de l'aide depuis la construction de leurs points d'eau.*



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Recruter** localement et assurer le paiement des ouvriers.
- **Impliquer** les autorités locales, les propriétaires des sites de construction et les partenaires de l'aide dans les projets.

Eau, hygiène et assainissement

PRIORITÉ 1 - Construire et améliorer les points d'eau



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux points d'eau

Aménager les points d'eau non aménagés

Réhabiliter les équipements des points d'eau aménagés

Doter les équipements de maintenance

Les endroits prioritaires pour la construction de nouveaux points d'eau sont le groupement Fadama ; le site Badounabi ; les quartiers Mamadou1, Mamadou2, Passiki, et Bangassou-Kouanga; et les villages Zime, Lengo, Ngawa, Nakando, Gbolo, Mbringadede, et Nguerefara. Concernant l'aménagement des points d'eau non aménagés les lieux prioritaires sont le site Badounabi, et les quartiers Bangassou-Kouanga, Passiki, et Kendo.

La communauté a suggéré un contrat tripartite entre les autorités locales, les propriétaires des points d'eau et les partenaires de l'aide, pour assurer la durabilité des points d'eau construits.

Les ouvriers qualifiés pour la réhabilitation des points d'eau se trouvent sur place, mais les ateliers de planification ont fait savoir qu'il n'y a pas d'expertise locale pour la construction des points d'eau. Les ouvriers non qualifiés sont également disponibles sur place. Les matériels disponibles sur place sont sable, moellon, brique, planche mais le ciment, fer et pointes doivent être importés. Tout projet de construction doit être fait pendant la saison sèche, dans les mois de janvier et février.

PRIORITÉ 2 - Promouvoir l'hygiène auprès de la population



Court terme



Moyen terme



Long terme

Sensibiliser la population

Affecter un agent d'hygiène

Former les gestionnaires de latrines

Un atelier de planification a suggéré un programme de sensibilisation de masse une fois par mois, et sensibilisation de proximité régulièrement. Les équipements nécessaires pour faire cette sensibilisation seront : 15 mégaphones, 1 carton de 24 paquets de piles, 15 appareils de sonorisation avec batterie incorporées, des sifflets, 5 banderole de 5m, des t-shirts et des casquettes, et des boites à image. Pour ces équipements, les participants d'un atelier ont suggéré un système d'énergie solaire : 2 panneaux de 120 watt, 2 batteries de 75 ampère, 1 convertisseur 300 ampères, 1 régulateur.

Les normes de l'agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANEA) prévoient des comités de gestion pour les latrines : l'agence dispose des moyens de former les gestionnaires des latrines. Le représentant de l'ANEA le plus proche est le chef d'antenne de l'ANEA à Bangassou.

L'affectation d'un agent d'hygiène peut se faire à tout moment selon les ateliers de planification. Par ailleurs, la formation et sensibilisation devrait se faire après la construction de plus de latrines.

Eau, hygiène et assainissement

PRIORITÉ 3 - Construire de nouvelles infrastructures d'hygiène et gestion des déchets



Court terme



Moyen terme



Long terme

Installation de bacs à ordures

La mairie devrait être consultée pour toute construction dans les lieux publics, y compris des bacs à ordures et des latrines. Les ateliers de planification ont suggéré les lieux suivants pour les bacs à ordures : 4 au marché, 2 à l'hôpital, 1 à la Mairie, 2 à la gare routière, 1 à la sous-préfecture, et 1 par école.

Construction de latrines

Les suggestions des ateliers de planification ont été différentes concernant la construction de latrines : un groupe a priorisé la construction de latrines communautaires, tandis que l'autre a suggéré l'appui pour la construction des latrines familiales *via* la dotation de dalles en plastique à chaque ménage.

Dotation de matériels de construction

Les ouvriers-maçons et les ouvriers non qualifiés sont disponibles pour fournir de la main d'œuvre pour les projets de construction et de maintenance des infrastructures. Quelques matériaux de construction (sable, moellon, brique, planche) sont disponibles sur place à Bakouma mais le ciment, tôle, pointe et fer devront être importés.

Concernant les matériels de maintenance, les groupes de discussion ont suggéré la dotation de : désinfectant, gants, brosse, bottes, raclettes, seaux, savon Omo, savon normal et cache-nez en priorité. Ils ont également mentionné le besoin de : chlore, pelles, pousses ou brouettes, râpeaux et gilets.

Éducation



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Autorités centrales et régionales (Ministère de l'Éducation, Inspecteur Académique¹⁸, Centre Pédagogique Régional)**
Affectation et formation de personnel. L'inspecteur académique du région No 6 est basé à Bangassou.
- **Chef de secteur scolaire**
Affectation et formation de personnel. Basé à Bakouma.
- **Autorités locales (sous-préfecture, mairie, chefs locaux)**
Supervision de tout projet d'appui aux écoles.
- **Comité local de planification et suivi (CLPS)**
Supervision de tout projet d'appui aux écoles.
- **Directeurs d'écoles et Associations de parents d'élèves (APE)**
Formation de maître-parents. Supervision de tout projet d'appui aux écoles.
- **Maître-parents**
Supervision de tout projet d'appui aux écoles.



HISTORIQUE

- En 2017, Chinko a distribué des kits scolaires et pris en charge les maître-parents.
- En 2017-2018 la Maison Prisca a formé et pris en charge les maître-parents, et donné les cours de vacances aux élèves.
- En 2020 l'ONG nationale a distribué des kits scolaires aussi.
- En 2018-19, UNICEF a distribué des kits scolaires et pris en charge les maître-parents avec un frais de 10 000 XAF par mois pour 9 mois.
- En 2019, un bienfaiteur a pris en charge les maître-parents.
- En 2021, les maître-parents sont allés à Bangassou pour suivre une formation organisée par une ONG.



DOCUMENTATION

- Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MENESRS), *Vision stratégique 2017-2021*.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Programme de coopération RCA : 2018-2021, Composante éducation*.
- Inter-agency network for education in emergencies (INEE), *Normes minimales pour l'éducation : préparation, intervention, relèvement*, 2010.
- Cluster Education, *Stratégie Cluster Education, République centrafricaine 2019-2021*.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Consulter** tout acteur local avant de réaliser les projets.
- **Impliquer** les APE pour assurer la transparence des projets.

¹⁸ Sur le plan administratif de l'éducation en RCA, le pays est divisé en 8 zones administratives, appelées les Inspections académiques.

Éducation

PRIORITÉ 1 - Renforcer le personnel enseignant



Court terme



Moyen terme



Long terme

Former les maîtres-parents

Former les APE

Soutenir l'affectation des enseignants qualifiés

Les groupes de discussion ont suggéré que la formation de personnel se fasse au mois de septembre, juste avant la rentrée scolaire. Une informatrice clé à Bangui a suggéré que l'affectation de personnel se fasse 2 ou 3 mois avant la rentrée scolaire pour permettre à ce personnel de s'installer dans la localité¹⁹.

Le centre pédagogique régional (CPR) est responsable de la formation de personnel et pourrait fournir les modules et matériels de formation. Le CPR pourra être contacté via le chef d'inspection académique, basé à Bangassou.

¹⁹ Entretien avec une représentante de la Primature, responsable pour le redéploiement des fonctionnaires de l'Etat, Bangui, juillet 2021.

PRIORITÉ 2 - Améliorer les infrastructures scolaires existantes



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux bâtiments et réhabiliter les bâtiments existants

Construire des latrines pour les écoles

Doter d'équipements les écoles.

Les matériaux disponibles localement pour la construction sont le sable, moellon, brique, et planche. Les projets de construction devraient être réalisés pendant les mois de février et mars, pendant la saison sèche.

Les dotations suggérées par les participants aux ateliers de planification sont les matériels didactiques et les mobiliers.

PRIORITÉ 3 - Construire de nouvelles infrastructures scolaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire un collège

Construire un centre d'alphabétisation

Selon un groupe de discussion, il y a déjà 3 moniteurs d'alphabétisation dans la localité. Pour redynamiser leurs activités ils auront besoin d'un renforcement de leurs capacités et d'un bâtiment avec 4 salles.

Santé



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Ministère de la Santé et de la Population**
Basé à Bangui. Affectation de personnel.
- **Directeur régional (DR) du Ministère de la Santé**
Basé à Bangassou. Formation de personnel.
- **Médecin chef de district**
Visites régulières à Bakouma. À consulter sur les dotations des équipements.
- **COGES et chef de l'hôpital secondaire**
Présents à Bakouma. Lien entre la population et les autorités sanitaires.
- **Sous-préfecture et mairie**
À consulter sur les dotations des équipements.



HISTORIQUE

- En 2017 MSF a doté des kits d'urgence médicale. L'ONG intervient actuellement dans le domaine de vaccination.
- En 2019 Chinko a fourni des matelas aux FOSA.
- En 2020 ACTED a distribué des kits COVID-19.
- En 2020 MDA et CSSI ont réalisé des projets de nutrition.
- CORDAID assure la gratuité de soins pour les enfants, femmes enceintes et allaitantes et les groupes ethniques indigènes, depuis 2012.
- COOPI fournit un appui en soins de VIH depuis 2020.
- World Vision est intervenue récemment dans la localité pour la distribution de médicaments.
Vision et Développement est intervenue récemment pour une distribution dans le domaine de Covid-19.
- En mars 2021, 3 agents de santé communautaires des disciplines différentes sont partis à Bangui pour une formation professionnelle.
- Les membres de la communauté ont récemment préparé le terrain pour de nouveaux postes de santé.



DOCUMENTATION

- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Normes relatives au district de santé*, 2010.
En particulier :
 - La section 6.1 spécifie le type d'infrastructure nécessaire en fonction de la taille de la population ;
 - Les sections 6.3 et 6.4 présentent la liste des personnels requis selon le type d'infrastructure ;
 - La section 6.5 précise les bâtiments et salles nécessaires selon le type d'infrastructure de santé ;
 - Les sections 6.5.3 et 6.6 détaillent les exigences en équipements requis pour un hôpital de district et un centre de santé.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Décret n.19-031 portant gratuité ciblée des soins dans les formations sanitaires en République centrafricaine*, février 2019.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Rapport de l'atelier de dialogue stratégique pour renforcer la coordination et les actions relatives au VIH dans le contexte humanitaire en République centrafricaine*, décembre 2019.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Programme national définissant les stratégies en matière de lutte contre le VIH*, disponible auprès du Cluster Santé et nutrition.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Plan de transition du secteur santé en République centrafricaine*, 2015-2016, février 2015.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, *Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition*, décembre 2017.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Mettre en place un CLPS.**

Santé

PRIORITÉ 1 - Renforcer le personnel sanitaire



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation de personnel qualifié

Selon un atelier de planification, le personnel prioritaire est : un médecin généraliste, une sage-femme, deux infirmiers qualifiés (IDE) et un laborantin. Un atelier de planification a clarifié que les agents de santé communautaires auront besoin d'une formation technique tandis que les COGES devraient être formés sur la gestion administrative.

Former le personnel existant

L'équipe cadre du district sanitaire, dirigée par le médecin chef du district, est en charge de la mise en œuvre des plans de formation continue du personnel médico-sanitaire du district²⁰. Le médecin chef de district a quitté Bakouma entre décembre 2020 et juillet 2021.

²⁰ Ministère de la Santé publique de la population et de la lutte contre le SIDA, *Normes relatives au district de santé*, 2010

PRIORITÉ 2 - Appuyer l'hôpital secondaire²¹



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter l'hôpital en équipements médicaux

Concernant la dotation de médicaments, un groupe a évoqué le fait qu'après chaque distribution passée, la ville, et particulièrement les équipements médicaux, ont été pillés.

Réhabiliter les bâtiments existants

Les aspects prioritaires pour réhabiliter l'hôpital secondaire seraient la clôture autour de l'hôpital, la toiture, le plafond et la peinture, selon les ateliers de planification. Les participants aux ateliers de planification ont également suggéré qu'un bâtiment de pédiatrie avec 3 salles, et une pharmacie, soient construits à l'hôpital. Finalement, les répondants ont fait savoir qu'il faut suivre les constructions avec la dotation de matériels de maintenance.

Construire de nouveaux bâtiments à l'hôpital

La dotation d'équipement peut se faire à tout moment dans l'année, tandis que les projets de construction devraient être réalisés dans les mois de février et mars, pendant la saison sèche. Les matériaux de construction, les maçons, les menuisiers et les ouvriers locaux, sont présents localement.

²¹ Les membres des ateliers de planification ont également suggéré le soutien d'un partenaire de l'aide d'un montant de 14 million par an pour le domaine sanitaire en générale.

PRIORITÉ 3 - Établir de nouvelles infrastructures sanitaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux postes de santé

Les endroits prioritaires pour les postes de santé sont Fadama, Zimé (à 5km sur l'axe Chinko vers l'Est), Lengo (à 10km sur l'axe Chinko) et Gbolo (à 10km sur l'axe Zabé dans l'Ouest). Les répondants ont fait savoir qu'il faut suivre les constructions avec la dotation de matériels de maintenance. Les projets de construction devraient être réalisés dans les mois de février et mars, pendant la saison sèche. Les matériaux de construction, les maçons, les menuisiers et les ouvriers locaux, sont présents localement.

Agriculture



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Directeur régional n°6 de l'Agriculture et du développement rural**
Basé à Bangassou. Affectation d'un agent technique d'ACDA.
- **Sous-préfecture et mairie**
Création et gestion de groupements.
- **Chefs de quartier**
À consulter sur les projets de dotation aux agriculteurs.
- **L'ACDA n'est pas présente à Bakouma.**
L'agent d'ACDA le plus proche se trouve à Bangassou. Si présent un technicien d'ACDA serait responsable de la formation technique des agriculteurs.
- **Représentants des groupements**
À consulter pour les dotations.
- **Commission nationale de l'environnement et du développement durable (CNEDD) et son agence d'exécution l'Agence pour l'environnement et le développement durable (AEDD)**
Consultation pour les questions relatives aux intrants agricoles. L'article 31 du code de l'environnement mentionne l'existence d'une liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Les entités citées doivent pouvoir en fournir une copie.



DOCUMENTATION

- Gouvernement centrafricain, *Loi régissant les organisations professionnelles agricoles rurales (OPAR)*.
- FAO, *Calendrier agricole de la République centrafricaine*.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme agricole intégré de résilience, de sécurité alimentaire et de relance économique (PAIRSARE) 2016-2021*.
- CNEDD/ AEDD : Liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Mentionnée dans le Code de l'environnement (Article 31). Copies disponibles en principe auprès de la CNEDD et l'AEDD.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.
 - Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et réglementaires de l'agriculture. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.
- Gouvernement centrafricain, *Loi portant réglementation des semences végétales et animales*, 19 janvier 2019.



HISTORIQUE

- En 2015, Caritas, ACTED et COHEB ont toutes fourni des semences.
- En 2021, Chinko a appuyé la culture maraîchère. L'organisation appuie également des groupements agropastoraux.
- ACTED est intervenu dans la localité en 2020 pour appuyer la culture maraîchère via une dotation de semences et outils aux groupements, et des dotations de cash (10 000 XAF/ personne) aux individus. L'ONG planifie de soutenir des groupements d'AGR dans la localité en 2021-2022.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Respecter** le calendrier agricole
- **Assurer** la qualité des semences dotées
- **Doter** aux groupements et non aux individus
- **Inclure** tous les groupements dans les projets d'appui

Agriculture

PRIORITÉ 1 - Faciliter la gouvernance de la filière



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation d'un technicien de l'ACDA

Selon les groupes de discussion la présence d'un agent d'ACDA aiderait la réalisation de toutes les interventions suggérées ci-dessous.

PRIORITÉ 2 - Encourager les nouvelles méthodes d'agriculture



Court terme



Moyen terme



Long terme

Former les agriculteurs sur les nouvelles méthodes

L'ACDA est responsable pour la formation technique des agriculteurs. Dans l'absence actuelle d'un technicien de l'agence à Bakouma, les membres des ateliers de planification ont suggéré que le DR du Ministère de l'Agriculture, basé à Bangassou, pourrait intervenir dans ce sens.

Distribution de nouvelles variétés de semences

Selon les répondants à Bakouma, les semences devraient être fournies en février. Selon un informateur clé, des tests de germination devraient être effectués pour garantir la qualité de semences dotées. Les membres d'un atelier de planification ont mentionné qu'ils préfèrent les foires par rapport aux distributions.

Développer la culture attelée

Pour lancer la culture attelée les groupes de discussion ont recommandé la dotation d'une paire de bétail pour chaque groupement. Ceci devrait se faire durant le mois d'octobre.

PRIORITÉ 3 - Appuyer les groupements agricoles



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les groupements en outils aratoires

Les ateliers de planification ont spécifié que la dotation aux agriculteurs devrait se faire après la formation de ces derniers.

Donner un appui financier directe aux groupements

Appuyer les groupements pour obtenir les documents légaux

Élevage



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Directeur régional n°6 de l'Élevage et de la santé animale**
Présent à Bangassou. Affectation des techniciens de l'ANDE.
- **Sous-préfecture et mairie**
Création et gestion de groupements.
- **L'ANDE n'est pas présent à Bakouma.**
L'agent le plus proche est basé à Bangassou. L'Agence dirige les projets du développement de la filière, la formation des éleveurs, supervisent les postes de santé vétérinaire, et fournit le conseil technique.



DOCUMENTATION

- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.
 - Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et réglementaires de l'élevage. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.
- Le statut révisé de l'ANDE, adopté en 2020. Ce statut prévoit maintenant la division du territoire national en sept directions régionales (contre trois actuellement). Cette réorganisation devrait permettre aux agents de disposer de plus de ressources pour des zones d'intervention plus restreintes.
- Décision de l'ANDE sur les prix fixés des vaccinations animales, document disponible au bureau central de l'ANDE à Bangui.²²
- Gouvernement Centrafricain, *Loi portant réglementation des semences végétales et animales*, 19 janvier 2019.



HISTORIQUE

- En 2016 ACTED a mené une campagne de vaccination de bœufs et cabris
- En 2020 Chinko a mené une campagne de vaccination de volailles et poulets. L'organisation soutient également les groupements agropastoraux.
- Caritas a fourni des cabris et porcs à une date inconnue.
- ACTED a planifié de soutenir la filière jusqu'à 2022 via l'appui aux groupements.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Acheter** les bêtes localement pour la dotation aux groupements.

²² Entretien avec le directeur régional de l'ANDE, septembre 2020, Bambari.

Élevage

PRIORITÉ 1 - Améliorer la santé animale

Court terme

Moyen terme

Long terme

Soutenir l'affectation d'un technicien vétérinaire

Doter les médicaments vétérinaires

Etablir une pharmacie vétérinaire

La Direction Régionale No 6 de l'ANDE (basée à Bangassou) est responsable de la supervision des postes de santés vétérinaires et des postes de contrôle sanitaire²³.

²³ Le statut révisé de l'ANDE, adopté en 2020.

PRIORITÉ 2 - Faciliter l'organisation de la filière

Court terme

Moyen terme

Long terme

Créer les groupements d'éleveurs

Etablir une boucherie et un abattoir sur le marché central

Les participants aux ateliers de planification ont spécifié que la création de groupements doit se faire avant tout autre appui : la formation, la dotation, et l'appui pour la construction des enclos.

PRIORITÉ 3 - Equiper et former les éleveurs

Court terme

Moyen terme

Long terme

Formation des groupements d'éleveurs

Dotation en jeune bêtes

Construction des enclos pour les bêtes

Les membres des ateliers de planification ont spécifié que l'appui pour la construction d'enclos doit se faire après la formation des éleveurs. Tout projet de construction devrait se faire pendant la saison sèche (au mois de février ou mars). La dotation de jeunes bêtes devrait se faire après cette construction, en avril. Un atelier de planification a suggéré la dotation de 2 femelles et 1 mâle par groupement.

Les matériels nécessaires pour la construction des enclos seront : grilles, fers barbelés, poussettes, brouettes, pelles, abreuvoirs, bottes, gants, combinaisons, cache-nez. Les ateliers de planification ont fait savoir que la dotation directement ou l'appui financier pour cette construction serait souhaitable.

Pêche



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Ministère des Eaux et Forêts**
Direction Régionale présente à Bangassou. Affectation de personnel.
- **Sous-préfecture et mairie**
Création et gestion de groupements.



DOCUMENTATION

- Gouvernement centrafricain, *Loi portant code de la pêche et de l'aquaculture*.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Document de Politique Agricole Nationale (DPAN)*, août 2019.
 - Chapitre V.3 comprend une liste des cadres juridiques et réglementaires de la pêche et la pisciculture. Annexe 4 comprend une liste de politiques, stratégies et programmes agricoles sous régionaux et nationaux.



HISTORIQUE

- Aucune action ne semble avoir été menée pour appuyer la filière pêche à Bakouma.

PRIORITÉ 1 - Structurer la filière



Court terme



Moyen terme



Long terme

Soutenir l'affectation d'un technicien de service des eaux et forêts.

Créer les groupements de pêche.

Selon les membres de groupes de discussion, la création de groupements devrait se faire avant tout autre appui.

PRIORITÉ 2 - Former et équiper les groupements de pêcheurs



Court terme



Moyen terme



Long terme

Former les pêcheurs

Doter les pêcheurs en outils et alevins

Les participants aux ateliers de planification ont suggéré que la formation des pêcheurs devrait suivre la création de groupements. Ensuite, les groupements pourront recevoir les dotations.

Commerce



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie**
Gestion des marchés et taxes de commerce, gestion des projets de développement de commerce et création de nouveaux marchés.
- **Ouvriers locaux**
Maçons, menuisiers et main-d'œuvre non qualifiée pour les projets de construction.



DOCUMENTATION

- Suivi des marchés, REACH, *Bulletins mensuels sur les prix et disponibilités de produits essentiels*.
- Matrice 4W du groupe de travail « Cash Working Group ».
- Cash learning partnership (CaLP), *Delivering Money: Cash Transfer Mechanisms in Emergencies*, 2010.
- Harvey P. and Bailey S., *Good Practice Review 11: Cash Transfer Programming in Emergencies*, 2011.



HISTORIQUE

- En 2019, ACTED a construit des latrines sur le marché. L'ONG a planifié de soutenir la filière jusqu'à 2022 via l'appui aux groupements.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Consulter** le CLPS pour tout projet dans la localité.
- **Collaborer** avec les associations de commerçants pour les subventions directes d'argent.

Commerce

PRIORITÉ 1 - Construire et réhabiliter les infrastructures commerciales

Court terme

Moyen terme

Long terme

Construction de nouveaux marchés

Les répondants aux ateliers de planification ont spécifié que l'endroit prioritaire pour un nouveau marché serait au quartier Bangassou-Kouanga (au centre-ville), entre le bâtiment de direction de poste, et la salle polyvalente. Ensuite, ils ont mentionné les quartiers de Fadama et Zimé comme autres endroits pour des nouveaux marchés.

Réhabilitation du marché existant

Le marché central de Bakouma a besoin de réhabilitation avec hangars, avec toiture et étalage en ciment, avec éclairage, avec des canaux d'évacuation d'eau et avec un parking pour les motos et vélos. Tout projet de construction devrait se faire dans les mois de février et mars, pendant la saison sèche. Quelques matériels de construction sont disponibles sur place (voir sections précédentes).

Le maire, comme gestionnaire des marchés, serait l'acteur à consulter pour l'aménagement du marché central et la construction des nouveaux marchés.

PRIORITÉ 2 - Appuyer directement les commerçants

Court terme

Moyen terme

Long terme

Former les commerçants sur la gestion et comptabilité

Un atelier de planification a suggéré que les subventions directes aux commerçants se fassent *via* l'association de commerce ASCOBA²⁴. Les subventions devraient se faire après la fin de la formation.

Donner des subventions directes d'argent aux commerçants

Un atelier de planification a également suggéré que l'institution d'épargne et de crédit pourrait être construite derrière la mairie.

Etablir une institution d'épargne

²⁴ Les participants de cet atelier ont également suggéré une subvention de 5 000 000 XAF à chaque commerçant.

Priorisation intersectorielle

Secteur prioritaire 1

Santé

PRIORITÉ 1 : renforcer le personnel sanitaire
PRIORITÉ 2 : appuyer l'hôpital secondaire
PRIORITÉ 3 : établir de nouvelles infrastructures sanitaires

Secteur prioritaire 2

Éducation

PRIORITÉ 1 : renforcer le personnel enseignant
PRIORITÉ 2 : améliorer les infrastructures scolaires
PRIORITÉ 3 : construire de nouvelles infrastructures scolaires

Secteur prioritaire 3

EHA

PRIORITÉ 1 : construire et améliorer les points d'eau
PRIORITÉ 2 : promouvoir l'hygiène auprès de la population
PRIORITÉ 3 : construire de nouvelles infrastructures hygiéniques

Secteur prioritaire 4

Agriculture

PRIORITÉ 1 : faciliter la gouvernance de la filière
PRIORITÉ 2 : encourager les nouvelles méthodes d'agriculture
PRIORITÉ 3 : appuyer les groupements agricoles

La priorisation intersectorielle a été réalisée avec la communauté et les autorités locales lors des 2 ateliers de planification participative le 29 au 31 juillet 2021 à Bakouma.

Commerce

PRIORITÉ 1 : construire et réhabiliter les infrastructures commerciales
PRIORITÉ 2 : appuyer directement les commerçants

Élevage

PRIORITÉ 1 : améliorer la santé animale
PRIORITÉ 2 : faciliter l'organisation de la filière
PRIORITÉ 3 : équiper et former les éleveurs

Pêche

PRIORITÉ 1 : structurer la filière
PRIORITÉ 2 : former et équiper les groupements de pêcheurs

ANNEXE - Méthodologie

COLLECTE DE DONNÉES

Les données primaires dont dispose AGORA sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives. Elles permettent d'établir un diagnostic territorial, rassemblant les principales caractéristiques du territoire et d'évaluer les besoins de ses communautés.

Au sein de chaque localité, sont rencontrés :

- Les acteurs institutionnels locaux ;
- Les services techniques locaux (lorsqu'ils sont présents) ;
- Les leaders communautaires et religieux ;
- Les acteurs de la société civile ;
- Les fournisseurs de service de base ;
- Les principaux acteurs économiques ;
- Les membres de la communauté : résidents de la localité.

L'unité de mesure est celle de « l'aire urbaine », soit l'air géographique comprise dans un rayon de 5 à 10 km autour du centre urbain (concentration de populations, de bâtis et de services). Cela correspond à la zone d'accès aux services de base couvrant une distance qui peut être parcourue à pied sur la journée par les populations locales.

Entretiens avec les autorités locales

Les données sont collectées par l'équipe AGORA grâce à des entretiens semi-directifs individuels avec des IC. Ces personnes ressources sont identifiées à partir des informations recueillies lors de la présentation initiale aux autorités locales, ainsi que par la méthode dite de la « boule de neige ».

Ateliers de cartographie participative

Les ateliers de cartographie participative sont menés avec 6 à 8 membres de la communauté. Ils ont pour objectifs de cartographier les zones de peuplement du territoire ainsi que les services essentiels en eau/hygiène/assainissement, santé, éducation et marchés. Une désagrégation selon le genre est effectuée. Le statut de déplacement, l'âge et l'ethnie sont des critères de désagrégation envisagés selon le contexte local.

Ces ateliers sont menés sur le modèle des groupes de discussion, à l'aide de guides de discussion semi-directifs. La spécificité de cette activité repose sur l'utilisation de fonds de carte comme support privilégié pour la collecte des réponses des participants.

Entretiens avec les fournisseurs de services de base

Ces entretiens dirigés sont réalisés avec des IC disposant d'informations sectorielles, grâce à l'outil KOBO. L'échantillonnage est le plus exhaustif possible et cible 20 à 40 IC parmi les principaux fournisseurs de services de base dans chaque localité, relevés pendant la cartographie participative.

Groupes de discussion avec les membres de la communauté

Ces groupes de discussion suivent un canevas semi-directif ayant pour objectif de faire émerger des discussions entre les participants sur les thématiques suivantes :

- Vulnérabilités socio-économiques de la population ;
- Mécanismes de gouvernance locale ;
- Enjeux d'accès aux services de base ;
- Cohésion sociale et solutions durables.

A l'instar des ateliers cartographiques, une désagrégation systématique est opérée sur le genre. L'âge, l'ethnie et le statut de déplacement peuvent être pris en compte selon le contexte.

Etude des filières économiques

Afin d'analyser le tissu économique de chaque localité, les équipes AGORA mènent des groupes de discussion avec les principaux acteurs économiques locaux. Sur cette base, des entretiens individuels plus poussés sont menés avec les acteurs économiques clés du territoire pour identifier les opportunités de création de valeurs au sein des filières locales porteuses.

Les répondants aux groupes de discussion sont issus de différentes couches sociales et représentent différentes filières économiques. Une attention particulière est portée à ce que chaque maillon de la chaîne de valeur soit représentée par un participant (producteur, intermédiaire, transformateur, transporteur, commerçant, consommateur).

Les répondants aux entretiens individuels sont des opérateurs économiques reconnus et recommandés pour leur expertise ou leur niveau de connaissance des filières identifiées dans la localité.

Diagnostic des capacités des organisations de la société civile (OSC)

Dans chacune des 21 localités ciblées, les équipes AGORA ont utilisé une version allégée de l'outil *Taking the Lead* développé par OXFAM. Dans le cadre de RELSUDE, *Taking the Lead* consiste en l'autodiagnostic par les OSC de leurs capacités.

Les OSC sont d'abord appelées à déposer un dossier de candidature pour participer ensuite à un atelier. Puis, sur la base d'une grille de critères élaborée avec OXFAM, entre 5 et 10 organisations sont conviées pour l'atelier. La liste des critères comprend des aspects administratifs (statut officiel et règlement intérieur), techniques (rapports d'activités et financiers) et qualitatifs (perception de l'organisation au niveau local au cours des outils précédemment mis en oeuvre par AGORA). L'atelier de travail permet, en suivant un guide d'entretien élaboré par OXFAM, de mener une autoévaluation des capacités techniques et organisationnelles.

Diagnostic des capacités des acteurs institutionnels

Ces entretiens semi-directifs, avec les acteurs institutionnels en place permettent de dresser un bilan de leurs missions, d'analyser leur niveau de compréhension de leurs rôles et responsabilités, d'évaluer leurs besoins de renforcement techniques et organisationnels au regard de leurs mandats.

Les acteurs institutionnels ciblés sont les personnes ressources au sein des services communaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.

ANALYSE

Analyse des données quantitatives

Les données quantitatives obtenues sur les différents services sont saisies *via* l'application KOBO sur les tablettes. Elles sont ensuite envoyées sur le serveur IMPACT afin d'être téléchargées, nettoyées et analysées.

Le nettoyage de données, conforme aux standards IMPACT, consiste principalement en :

- L'anonymisation des données ;
- La suppression des valeurs aberrantes pour les questions quantitatives ;
- La vérification de la pertinence des mentions "autre" ;
- La vérification de la cohérence des données (caractéristiques renseignées selon le type d'infrastructure).

L'analyse reprend les principales questions posées dans le questionnaire KOBO et détermine le niveau de fonctionnalité des infrastructures communautaires. Cette analyse quantitative est ensuite mise en perspective avec les données qualitatives collectées à l'aide des autres outils AGORA. Elle permet aussi de recueillir le point de vue des gestionnaires de service sur l'utilisation des infrastructures, et leurs besoins en renforcement de capacités pour la gestion de celles-ci.

Analyse des données qualitatives

Toutes les notes prises manuellement lors des entretiens semi-directifs et des groupes de discussion sont saisies sur ordinateur, dans une matrice élaborée pour chacune des villes. Cette matrice permet de présenter sur un même document toutes les informations collectées lors du diagnostic (à l'exception du questionnaire KOBO et *Taking the Lead*).

Des entretiens avec des experts techniques et institutionnels, permettent enfin d'enrichir les données collectées et l'analyse réalisée avec une perspective opérationnelle.

Le logiciel d'analyse qualitative Nvivo est utilisé pour permettre un traitement transversal de l'ensemble des données (qualitatives et quantitatives, primaires et secondaires).

DÉFIS ET LIMITES

Les analyses présentées dans ce document sont des conclusions basées sur des données collectées lors d'un intervalle de temps précis et limité. Les principaux défis rencontrés pour la conduite de la recherche ainsi que les moyens de mitigation mis en place sont listés à suivre :

- **La disponibilité des IC.** La prise de rendez-vous avec les personnes ressources, dès le premier jour de la collecte de données a été la solution adoptée ;
- **Les biais de perception de certains acteurs locaux.** Beaucoup d'IC possédaient en effet une "double casquette" au niveau local (à la fois membre de la municipalité et acteur économique ou président d'une association, etc.). La triangulation des informations, possible grâce au large panel d'acteurs rencontrés, permet de pallier les biais de perception des personnes interrogées ;
- **La sensibilité des thématiques abordées,** notamment sur les aspects de justice et cohésion sociale. Pour cela l'équipe AGORA a veillé à n'exclure aucune communauté lors des entretiens individuels ou de la mobilisation communautaire effectuée pour les groupes de discussion.